

Joseph Staline — Textes

Introduction de Francis Cohen

Dans le cadre de la nécrologie du révisionnisme du P «C» F, il nous a paru essentiel de re-publier à l'intention du lecteur averti le texte rédigé en introduction aux deux tomes des « Textes » de Joseph Staline publiés en 1983 par les Editions Sociales/Messidor. Cette introduction résume admirablement l'essence anti-communiste des dirigeants du prétendu « Parti « Communiste » Français » et vient illustrer ce que nous avons écrit dans notre texte « *Quelques aspects du révisionnisme du P «C» F* »¹.

Ce qui a motivé les anti-communistes du PCF à publier ces « textes de Staline » est annoncé clairement dès le début de l'introduction : si dans un premier temps les khrouchtchéviens ont cru suffisant de recourir à l'autodafé pour empêcher la diffusion de l'œuvre marxiste-léniniste de Staline, ils se sont aperçus ensuite des limites de cette tactique quant il s'agissait de répondre aux interrogations de camarades cherchant à connaître l'histoire du mouvement communiste, et particulièrement la période d'édification du socialisme en URSS sous la direction du PCUS (b) et de Staline.

Dès lors, la simple censure ne suffisait plus, puisque l'interdit pouvait encourager ces militants à revenir à la source, c'est-à-dire à chercher à lire *Staline*, les exposant au danger d'une « fascination » pour le modèle stalinien. Les révisionnistes devaient donc prévenir ce danger en publiant des textes de Staline accompagnés d'un commentaire en forme de miroir déformant.

Le lecteur ne devra évidemment pas attendre de Francis Cohen le moindre éclairage concernant le lien entre l'œuvre de Staline et la réalité sociale en Union Soviétique : on est loin de ce qu'il écrivait dans les Cahiers du communisme. (Cf. « *L'économie soviétique de paix et l'édification du communisme* », Cahiers du communisme, novembre 1950.) Aujourd'hui, comme tous les renégats du marxisme-léninisme, Francis Cohen ne dépasse pas le niveau de l'historiographie bourgeoise.

Mais Francis Cohen est un vieux révisionniste, il se refuse donc à critiquer le « stalinisme » uniquement comme un produit de la paranoïa ou du culte de la personnalité de Staline : il critique le marxisme-léninisme à la mode Marchais (ou Mao²), c'est-à-dire comme un système de pensée « dogmatique » et « simplificateur » tout juste bon pour des masses « sortant à peine de l'arriération ». Selon Cohen, Staline « oppose radicalement la dialectique et la « métaphysique », le matérialisme et l'idéalisme, ce qui l'oblige à penser l'histoire des idées en termes de rupture. » Comme si toute l'histoire de la philosophie n'était pas une lutte acharnée entre matérialisme et idéalisme, entre métaphysique et dialectique !!! Pour Francis Cohen, comme pour tout petit-bourgeois idéaliste, la prétention du marxisme-léninisme — de découvrir les lois objectives du développement et du renversement de la société capitaliste — aboutit à faire du matérialisme dialectique une « super-science ». Ce « déterminisme » excessif débouche, nous dit-on, chez Staline au « fétichisme des sciences » avec à la clef la transformation de l'homme en rouage de l'économie !!! Rien n'effraie plus en effet le petit- comme le grand-bourgeois que de reconnaître la conception matérialiste du monde !!!³

On ne peut mieux résumer les reproches de notre pseudo-communiste dont les refrains ne sont pas sans rappeler ceux que les menchéviks et les empiriocriticistes adressaient au léninisme, quels que soient les travestissements « marxistes » et « léniniens » dont notre pourriture révisionniste (bien lucide — et pas malencontreusement fourvoyée...) essaie de se draper !!!

Il est également révélateur d'entendre des pseudo-communistes ignorant tout de l'économie politique du capitalisme⁴ (et donc à plus forte raison encore de celle du socialisme) reprocher à Staline d'une part son « volontarisme économique » et d'autre part le « flou de sa pensée économique » : on ne peut évidemment pas attendre de petits-bourgeois ignorant le ba-ba du marxisme (c'est-à-dire incapables de voir dans le travail salarié et les rapports de propriété bourgeois la base matérielle de la société capitaliste), qu'ils comprennent les développements de l'économie politique du socialisme donnés par Staline !

On ne s'étonnera donc pas de voir Francis Cohen (tout comme Mao) reprocher à Staline le fait d'envisager la construction socialiste avant tout à travers la socialisation des moyens de production et le perfectionnement des rapports de production, base matérielle nécessaire à toute transformation, tant dans le domaine des rapports sociaux que dans le domaine de l'idéologie.

Francis Cohen reproche ainsi à Staline — comme Mao le lui reprochait également — d'ignorer ou tout au moins de minimiser les contradictions surgissant au sein de la société socialiste en construction. Il est vrai que dans l'entendement des révisionnistes — qui prennent pour modèle la société bourgeoise de classes —, la construction de la société socialiste, même une fois les classes exploiteuses liquidées, devrait se faire au milieu de contradictions antagonistes ! Francis Cohen reproche en outre à Staline, voyez-vous, d'avoir appliqué le schéma de la reproduction du produit social de Marx à la société socialiste (et d'avoir ainsi suivi les enseignements de Lénine affirmant la primauté de la production des moyens de production).

Cette primauté, comme l'a prouvé l'expérience de l'URSS de Staline puis celle de l'Albanie socialiste, permet de garantir les rythmes rapides d'expansion du produit social et d'élever continuellement le niveau de vie matériel et culturel des travailleurs, d'une part en introduisant des éléments de travail intellectuel dans le travail manuel, et d'autre part en s'efforçant d'élever et de rapprocher le niveau de vie de la campagne à celui de la ville. Associée à la planification, cette orientation — qui conduit par exemple dans le domaine du perfectionnement des rapports de production socialistes à la campagne à rapprocher la propriété kolkhozienne de groupe de celle du peuple tout entier —, permet un développement proportionné de l'économie socialiste ignorant les crises économiques et le chômage, compagnons de route inséparables de la société capitaliste. C'est la vue de cette réalité *pratique*, insoutenable pour la bourgeoisie et ses économistes, que ses serviteurs zélés — les révisionnistes — appellent le « volontarisme économique ».

Francis Cohen reproche également à Staline d'avoir mis le problème de la productivité au premier plan. Foncièrement malhonnête, Francis Cohen oublie que Lénine le premier affirmait que la productivité du travail social était en définitive le facteur déterminant dans la victoire du socialisme. Comme clou de sa farce, Francis Cohen affirme que le travail en URSS restait une marchandise, c'est-à-dire du travail salarié, exploité !!!

Comme on le voit, la critique de la pensée économique de Staline révèle l'incompréhension de l'économie politique marxiste par les laquais révisionnistes dont les « arguments » (faisant silence sur les réalisations *pratiques* du socialisme en URSS) tournent — comme ils devaient inévitablement tourner — à l'apologie de la société bourgeoise !

Dans le domaine de la lutte politique, Francis Cohen n'est pas plus heureux : il hurle ainsi contre la tactique « classe contre classe » mise en œuvre par Staline, parce qu'il en perçoit bien le danger pour lui et ses pareils : « le drame » est de son propre aveu que cette tactique amène à faire du combat contre la social-démocratie (et donc contre le révisionnisme, son représentant infiltré au sein du mouvement communiste) la *condition nécessaire* du combat contre la bourgeoisie ! Horreur suprême !!! Mais cela ne vient-il que de Staline, ou bien Lénine lui-même n'a-t-il pas affirmé à maintes reprises que la lutte contre l'impérialisme (la grande bourgeoisie) n'était qu'une phrase creuse et mensongère si n'était pas menée dans le même temps la lutte contre le révisionnisme ? (résultat de la pression de l'influence de la petite-bourgeoisie avec ses illusions démocratiques.)

En fin de compte, le grand « mérite » de Francis Cohen est, tout comme Georges Marchais et Robert Hue, de mettre en évidence la très large *communauté d'idées* que partagent les révisionnistes (entre eux et avec la bourgeoisie), ainsi que de poser correctement la problématique « Staline » en démontrant qu'à travers les attaques contre le « stalinisme », ce sont avant tout les fondements de la philosophie et de l'économie politique marxiste — défendus et développés par Staline lors de la construction du socialisme en URSS — qui sont attaqués : en effet, malgré toutes les phrases sonores (parce que creuses...) sur le « marxisme » et le « léninisme », les révisionnistes ne peuvent cacher longtemps leur trahison quand on les confronte à Marx ou à Lénine.

V.G. — 08/2005

Notes :

¹ http://www.communisme-bolchevisme.net/parti_communiste_francais_thorez_marchais_hue.htm

² Comme Mao, Althusser et tous les philosophes anti-marxistes, Francis Cohen affirme de la philosophie de Staline qu'elle « mutile » « la conception léninienne de la contradiction comme lutte et unité des contraires » : « Elle est réduite à l'opposition des contraires et le mouvement se ramène à leur lutte, leur unité étant négligée. » Rien de plus insoutenable en effet pour les révisionnistes (et la bourgeoisie) que de nier la nécessité d'un antagonisme éternisé entre la bourgeoisie et le prolétariat ! (Ce qui revient en d'autres termes à ouvrir la porte à la conciliation des intérêts du Capital et du Travail et à proclamer la société capitaliste horizon indépassable.)

³ Pour le petit-bourgeois, prétendre découvrir une vérité objective dans le domaine des sciences sociales relève du « fétichisme » : l'agnostique petit-bourgeois peut bien reconnaître la validité de la conception matérialiste dialectique du monde dans le domaine des sciences dites « exactes », mais malheur au marxiste-léniniste qui ose l'étendre aux sciences sociales réputées « approximatives » et « relatives » ! Cette conception agnostique (« pluraliste » et subjective) dans le domaine des sciences sociales reflète bien évidemment les intérêts de classe de la bourgeoisie, laquelle a tout intérêt à maintenir cette conception...

⁴ Pour de plus amples développements sur la question, voir le paragraphe I-B du texte indiqué en note 1.

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysson à partir de l'introduction aux tomes I et II des livres « Staline — Textes » publiés en 1983 par les Editions sociales/Messidor.

WWW.MARXISME.FR

En deux volumes, les principaux textes qui ont jalonné l'activité de Staline de 1906 à 1953, notamment *Les Principes du léninisme*, les grandes interventions politiques contre Trotski, Boukharine, Zinoviev et sur l'édification du socialisme, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* (texte intégral), *A propos du marxisme en linguistique*, *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS*. Des textes inédits en français. Des repères chronologiques, un index des noms et matières.

Quelque jugement qu'on porte sur lui, Joseph Staline fait partie de l'histoire. Pendant un quart de siècle le corps d'idées et de pratiques politiques qu'il appelait « léninisme », a régné presque sans partage dans le mouvement communiste international. L'examen critique et autocritique de cette période réclame une connaissance lucide de l'œuvre stalinienne et donc aussi de l'œuvre écrite. Ce choix permet au lecteur de se faire une opinion sur pièces.

Francis Cohen a été journaliste à *l'Humanité* de 1944 à 1953, puis à *la Nouvelle Critique* qu'il a dirigée de 1966 à 1980. Il est l'auteur de nombreux travaux sur l'Union soviétique et les problèmes du socialisme, notamment *Les Soviétiques* (1974), *L'URSS et nous* (1978, en collaboration), *Entretiens avec G. Aczél sur un socialisme* (1982).

Pourquoi ce livre ?

Pour ne pas laisser plus longtemps un vide dans l'ensemble des textes que les Editions sociales mettent à la portée des militants et de toutes autres personnes soucieuses de connaître et de penser le mouvement révolutionnaire.

Joseph Staline fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier et on ne peut pas faire, à la Staline, comme s'il n'avait jamais existé.

Le corps d'idées et de pratiques politiques qu'il appelait « léninisme » a régné presque sans partage dans le mouvement communiste international pendant un quart de siècle. Les thèses qu'il a élaborées ou développées sont toujours des éléments de la lutte des idées. Elles font l'objet de débats et de recherches qui ne sont pas seulement de caractère historique, mais qui interviennent dans le champ de la théorie socialiste et dans la politique. Elles nourrissent des polémiques mais ont aussi une vie implicite qu'il n'est pas possible de négliger.

L'examen critique et autocritique par les communistes d'une période pas totalement surmontée, tout autant que la part qui revient au souvenir et aux séquelles de cette période dans la résistance de certaines masses populaires au socialisme réclament une connaissance lucide de l'œuvre stalinienne.

Le 23^e Congrès du Parti communiste français a adopté dans sa résolution une position de principe à laquelle ses dirigeants et ses responsables font souvent référence : « Nous avons prononcé contre le "stalinisme" une condamnation sans appel, parce que les conceptions et les pratiques que recouvre cette expression sont totalement étrangères à notre idéal et à notre politique. » Qu'est-ce donc qui est condamné ? Qu'ont partagé les communistes français de ces conceptions ? La condamnation prononcée, n'en reste-t-il rien ? Ce livre devrait fournir des éléments de réponse à ces questions.

Rien ne pouvait mieux le faire que le recours aux textes eux-mêmes. L'accès à l'œuvre écrite de Staline permet au lecteur de se faire son opinion sur pièces.

Il fallait toutefois faire des choix. C'était difficile, vu la nature de l'œuvre et son ampleur, qui représente au moins la valeur de seize volumes. Nous n'avons pas voulu nous borner aux grands textes de caractère théorique. Cela n'aurait donné qu'un aspect de l'œuvre, de même que si nous avions opté pour la succession des rapports de congrès, pourtant révélatrice de l'action et des accents mis à divers moments sur divers points de doctrine. D'autres textes répondent à des objectifs précis et limités.

Le problème était de donner une idée de l'œuvre écrite publique, qui a été la référence majeure de tout un mouvement mondial pendant toute une époque. Nous avons choisi de préférence les textes qui ont joué un grand rôle, mais aussi certains qui sont démonstratifs d'aspects importants ou permettent de suivre une démarche. Nous nous sommes efforcés de donner le plus possible de grands extraits, pour ne pas réduire les passages à des formulations détachées de leur contexte. Mais le souci de conserver à cet ouvrage des dimensions raisonnables a rendu souvent impossible de donner à lire ce contexte et de suivre dans leur développement les contradictions et les évolutions. Nous avons dû nous résoudre à de sérieuses lacunes qui rendent notre choix, comme tout autre, discutable. De ce fait, nous devons parfois nous référer dans ces pages à des écrits que nous n'avons pas la place de reproduire.

Cette introduction n'est en aucune façon une biographie politique. Il ne manque pas d'ouvrages sur Staline. Certains sont de valeur.¹ Mais ils prennent en général pour axe de leurs explications l'ambition et la soif de pouvoir de Staline, ce qui est très insuffisant. En sorte que, à notre sens, la biographie historique du personnage reste à faire pour l'essentiel.

Ceci n'est pas davantage un abrégé d'histoire de la période stalinienne.² Une chronologie rapide permettra de situer les textes publiés ci-après par rapport aux principaux événements.

Ces quelques pages ne se veulent pas un commentaire suivi des passages reproduits. Elles chercheront simplement à proposer quelques clés pour comprendre, à l'occasion pour décrypter, par une lecture critique et la prise en compte du contexte théorique et politique. Il en ressortira une tentative pour prendre une vue d'ensemble sur le dessein politique, les conceptions directrices et les évolutions de Staline.

Nous regarderons l'œuvre du point de vue de sa méthode, de sa cohérence, de la façon dont elle a fonctionné, en évitant de trier ce qu'il y a de « valable » ou non.

Sur tout cela, nous manquons cruellement de travaux d'historiens soviétiques. Il n'existe pas non plus d'édition critique. On est donc souvent réduit à des hypothèses.

Enfin, une difficulté majeure tient à ce que Staline et son œuvre sont déjà dans le passé et encore dans le présent. La sérénité à leur égard est impossible. Toutefois leur appréciation historique posée peut vraisemblablement être entreprise.

I. L'homme et l'œuvre

La dimension de Staline était considérable. Son prestige et son influence se sont étendus, au-delà de l'URSS, au monde entier, France y compris.

Il a été l'homme d'une époque. Celle où le monde a été ébranlé par la Révolution d'Octobre et où la construction incroyablement dure du socialisme dans un seul pays encerclé a failli être interrompue par la plus grande guerre de l'histoire. On ne peut pas comprendre Staline sans ce terrain et ces circonstances. Il n'était pas fatal qu'un individu ayant ses qualités et ses défauts se trouve là où il s'est trouvé, mais les conditions étaient favorables à ce type de dirigeant.

Pour une part, l'époque a également été celle de cet homme. Il a imprimé largement sa conception de la lutte de classes, du pouvoir, de l'évolution historique. Il a conduit de grands mouvements populaires et il a été de ceux qui ont décidé du sort des peuples aux moments cruciaux.

Il a été ainsi cause et effet à la fois. Son œuvre et lui sont inscrits dans l'histoire. Non comme une excroissance malsaine sur le corps sain du socialisme, comme on l'a dit souvent, mais intégrés au mouvement : c'est pourquoi le socialisme, le marxisme et le mouvement ouvrier n'ont pas pu s'en débarrasser par une amputation, mais par une transformation de soi-même.

L'œuvre écrite et les actes politiques de Staline ne se confondent pas. Certains actes n'ont pas laissé de traces dans les œuvres. Il ne dit pas tout ce qu'il fait et ne fait pas tout ce qu'il dit. Mais il dit souvent ce qu'il fait. Le contenu réel de sa politique et de ses conceptions contredit volontiers la lettre des paroles et des écrits. Il n'est pas toujours facile de s'y retrouver.

La discordance de la parole et des actes n'est pas toujours criante. Elle l'est parfois. Ainsi, Staline dit qu'il faut écouter, non commander, mais il commande ; il dit que la répression ne règle rien, mais il réprime ; il condamne l'antisémitisme, mais par moments l'encourage ; s'il ne se livre guère au culte de lui-même en paroles, il se sert de son culte ou de son mythe, mais condamne le dévouement aux personnes ; il met en garde contre le dogmatisme et la scolastique, mais il les pratique ; il déclare que la science ne connaît pas de fétiches, mais il la fétichise.

On ne peut donc pas se borner à lire et analyser les œuvres sans les confronter avec l'action. Les crimes ne disqualifient pas toute l'œuvre, mais ils ne peuvent en être séparés.

De plus, les œuvres elles-mêmes ont souvent été des actes. Des discours, des écrits staliniens ont marqué les temps forts de l'histoire soviétique et parfois mondiale. Ils ont été des directives et des guides de pensée pour des millions de gens et sont dans certains cas devenus des dogmes.

Enfin, autre complication, ce que dit et répète Staline, même si cela est plus ou moins évidemment contraire à sa pratique, est dit et répété par lui. La parole fait effet. Elle occulte parfois la réalité, mais elle porte leçon. Elle préparera fréquemment les corrections ultérieures.

Comment, d'autre part, ne pas s'interroger sur l'authenticité des textes ?

Tout ce qui est signé Staline est-il de Staline ? On a pu noter des différences de style importantes d'un texte à l'autre, ou de fortes ressemblances avec certains écrits d'autres auteurs.

Quelques textes ont connu plusieurs versions avant de prendre leur forme définitive officialisée. C'est le cas des *Principes du léninisme*.

Staline exprime-t-il toujours un point de vue personnel ou se fait-il l'interprète d'un point de vue collectif ? Sans doute, au cours des années, il s'agit de plus en plus des positions propres de l'auteur. Par exemple, on peut considérer *Le Marxisme et la question nationale* (1913) comme la mise en forme de ce qui est alors la position du parti. Les textes successifs de la période du grand tournant (1928-1929) reflètent manifestement les discussions qui se déroulent à la direction du parti et dans le parti. Par la suite, les tendances divergentes auront été éliminées, mais les consultations et les débats continueront, comme en témoignent les interventions de caractère théorique des dernières années, où sont réfutés des points de vue qui se sont exprimés.

Il y aurait donc lieu à un examen cas par cas des conditions historiques de l'écriture des textes et de leur destin. A l'évidence, nous ne pouvons ici que souhaiter l'apparition de telles études.

Aussi bien, l'important est que les textes sont passés par la main de Staline et ont été avalisés par lui. Ils renseignent donc sur ce qu'il voulait dire, faire savoir et faire penser et révèlent aussi bien les divers aspects du personnage que le type d'influence qu'il a exercé.

Tous ces rapports, articles, interviews, entretiens, études, proclamations, ont joué leur rôle. Mais, s'il fallait mettre en relief les textes essentiels, les classiques, références quasi sacrées, constitutifs du « marxisme-léninisme », ce seraient les *Principes du léninisme* (1924) et *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* (1938).

Evolutions et constantes

On est indiscutablement en face d'une pensée forte, déterminée et originale. Il est impossible de la réduire à un simple empirisme pragmatique, bien que nous aurons à nous demander si elle s'organise en doctrine cohérente.

Si on suit le raisonnement stalinien à partir des textes de jeunesse, on est frappé beaucoup plus par le déplacement ou l'élargissement du champ de la réflexion et de l'intervention que par une évolution des positions théoriques de base. Devant des problèmes nouveaux, les instruments intellectuels fondamentaux changent peu. Tout semble réglé dès le début.

La permanence de cette ossature idéologique n'empêche pas les contradictions, les virages et les modifications dans l'application des principes quand ils se heurtent, aux faits, ou sous l'influence du parti. Staline ne s'en cache d'ailleurs pas ; il le souligne au contraire dans plusieurs cas, se créditant par là d'une aptitude à l'autocritique ou relatant à sa manière certains débats à l'intérieur du parti. Ainsi de la possibilité de la révolution en Russie et du socialisme dans un seul pays, de la question de l'Etat, de l'attitude envers la paysannerie. Sur d'autres problèmes d'importance, comme la signification de l'opposition, la question de la production marchande, etc., on notera de sérieuses oscillations. Après la guerre, il y a eu des hésitations et même une certaine ouverture, qui n'est pas sans avoir préparé le terrain aux évolutions de l'après-Staline.

Au risque de schématiser, il est possible de situer, selon les époques, les plans d'intervention de Staline.

Avant 1917, c'est surtout un praticien de l'action révolutionnaire. Ses écrits sont essentiellement des textes de propagande. Les uns sont rattachés directement aux luttes en cours. D'autres sont consacrés aux grandes questions théoriques en débat, moins comme contribution propre que comme exposé pédagogique de vulgarisation.

Après 1917, c'est la lutte intérieure dans le parti, la guerre civile.

Depuis 1924, c'est l'exercice du pouvoir. Les grands problèmes se posent à travers des luttes qui conduiront, à partir de 1929, à l'établissement d'un pouvoir pratiquement absolu. Quels sont-ils ? La lutte contre l'opposition, liée en particulier à la question agraire. L'industrialisation du pays et la collectivisation de l'agriculture, c'est-à-dire le passage au socialisme qui sera officialisé par la Constitution de 1936. Pour cela, transformer le parti unique : l'éduquer par une théorie claire et normative, avoir le parti de sa politique, où une seule ligne est juste, les autres devant être éliminées. C'est la révolution par en haut.

En politique extérieure, la révolution mondiale reste le but, la défense et le renforcement de l'URSS étant le moyen nécessaire qui s'impose aussi bien aux Soviétiques eux-mêmes qu'à tout le mouvement révolutionnaire mondial. Cette défense, c'est aussi l'effort diplomatique de sécurité collective pour préserver la paix et c'est la lutte contre le fascisme.

De 1941 à 1945, tout sera dominé par l'effort gigantesque pour gagner la guerre et, pour cela, par la double préoccupation de l'union de la patrie et de l'union de la coalition antifasciste.

De 1945 à la mort, les grands problèmes sont ceux de la reconstruction et du redémarrage de l'URSS et ceux de la constitution et de l'extension du « camp ». C'est la période de l'exportation du modèle et de la guerre froide qu'il faut mener et tenter de conjurer par la coexistence pacifique. Ce sont enfin les grandes interventions théoriques à propos de la linguistique et des problèmes économiques de l'URSS.

II. Un corps doctrinal cohérent ?

Placés devant cette œuvre, disposons-nous donc d'un fil directeur sûr ? Pour répondre à cette interrogation, il faut se poser d'abord quelques questions d'importance. Un regard d'ensemble permet-il de dégager un dessein politique suivi, une globalité de contenu et de mouvement ?

Les éléments assez hétérogènes qui s'accumulent au cours de cette longue vie sont-ils un fourre-tout, un praticisme, ou s'organisent-ils en un système, forment-ils une doctrine ?

La démarche théorique est toujours liée chez Staline à des enjeux nationaux ou internationaux. Il faut donc le lire en liaison avec l'activité ou la situation concrète à quoi correspond chaque texte. Mais en fonction de quels principes les interventions théoriques sont-elles faites, par quels types de développements sont-elles appuyées ?

Tout ceci constitue-t-il une théorie propre, qui serait la théorie stalinienne ? Ou encore, dit autrement, quel est ce « léninisme » que Staline propage ?

Enfin, que reste-t-il de l'héritage stalinien dans l'idéologie et dans la réalité socio-politique ?

Essayons de trouver quelques lignes directrices permettant d'avancer quelques éléments de réponse.

1. Des clés

En premier lieu, Staline situe sa réflexion et son action dans la lutte de classes. Son dessein est d'assurer la venue et le maintien au pouvoir du prolétariat. Il développe une théorie et une pratique révolutionnaires visant à l'édification d'une société socialiste.

Ses choix stratégiques procèdent d'une analyse des nécessités du développement social et politique lié à ce dessein d'une portée immense et sont influencés par un type donné d'usage de la théorie. On pourrait le montrer pour les choix qui, après la NEP, ont fortement dépendu de lui : industrialisation, collectivisation, construction d'un Etat de la nouvelle classe ouvrière, élaboration d'une pédagogie de masse à usage intérieur et international, politique extérieure d'Etat, etc. On le montrerait sans doute — l'analyse reste à faire — pour le choix d'une centralisation et d'une personnalisation du pouvoir poussées à l'extrême, et aux extrémités.

En second lieu, la formation de Staline est celle d'un marxiste, militant d'un parti marxiste. Il puise là l'essentiel de ses instruments intellectuels.

Malgré tout son autoritarisme, il est impossible — l'eût-il voulu, ce que rien n'indique — qu'il n'ait pas été en cela dirigé par le peuple qu'il dirigeait, formé par le parti dans l'esprit du socialisme marxiste.

Il a donc contribué fortement à la diffusion des grandes idées marxistes, mais il les a vues à sa façon, il en a retranché et il y a ajouté, et, dans la conception qu'il avait de la théorie et de son usage — sur laquelle nous allons revenir — il en a fait un dogmatisme.

Ceci dit, dans le massif marxiste que constitue l'œuvre stalinienne, deux failles essentielles courent d'un bout à l'autre. Elles sont visibles en effet dès *Anarchisme ou socialisme ?* (1907). Ce bon devoir d'un jeune disciple marxiste brillant, vite oublié, mais ressorti lors de l'édition des *Œuvres*, en 1946, n'aurait guère d'importance s'il ne révélait des positions déjà affirmées et dont son auteur ne bougera pas.

Première faille : la thèse marxiste fondamentale, selon laquelle il existe des lois universelles du développement historique qui en permettent l'intelligence et peuvent guider l'action humaine, est transformée par Staline en une vision mécaniste débouchant en fait sur une sorte de fatalisme historique.

La deuxième faille apparaît dans la polémique contre l'anarchisme. Pour celui-ci, selon Staline, « l'affranchissement de la masse est impossible tant que l'individu ne sera pas affranchi, d'où son mot d'ordre : "tout pour l'individu" ». Au contraire, pour Staline, « la pierre angulaire du marxisme, c'est *la masse*, dont l'affranchissement est, selon lui, la condition de l'affranchissement de l'individu (...), d'où son mot d'ordre : "tout pour la masse" ». Staline prend là exactement le contre-pied du *Manifeste* : « Le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. » La voie est dès lors ouverte à une conception de l'homme comme matériau, comme rouage. Dans cette conception, l'individu ne sera considéré que s'il est un héros-exemple, un héros-type qui, si c'est nécessaire, se sacrifie au groupe, ou lui est sacrifié.

La conséquence de ce mécanisme et de ce pseudo-humanisme (en fait, c'est un anti-humanisme) va être le couple économisme-volontarisme, dont on retrouve le jeu contradictoire et complémentaire tout au long de la vie de

Staline. Du fait de la tendance à l'économisme, les changements technologiques et économiques seront censés entraîner *ipso facto* des changements sociaux et des modifications de la conscience. Mais, comme le réel ne se plie pas à cet automatisme, il faudra l'y contraindre par le volontarisme. La lutte de classes se concentrera alors sur l'exercice du pouvoir. Tout sera déclaré possible — « il n'est pas de forteresse que les bolcheviks ne puissent prendre » — mais tout n'est pas possible. « Tout pour la masse » devient alors méfiance des masses et l'arbitraire d'un arbitre suprême stérilise l'activité des masses et limite le sens des responsabilités et de l'initiative.

Il est toujours hasardeux de déceler des filiations et des influences. Mais il est certain que le terrain sur lequel a poussé Staline l'a pour une part déterminé. On connaît les tendances du marxisme russe au formalisme : des hommes comme Plékhanov ou Martov professaient un socialisme fort déterministe et, de ce fait, entaché de volontarisme. Un autre partenaire-adversaire, bolchevik celui-là, Boukharine, versait nettement dans le mécanisme. On retrouverait chez Staline des idées prises, souvent après les avoir combattues, chez Trotski, Prébrajenski, Kollontaï, voire Rosa Luxemburg. L'étude est à faire, mais la formation et la réflexion de Staline ne sont évidemment pas indépendantes de l'intense activité idéologique des premières décennies du siècle chez les marxistes.

Explorons le terrain plus loin. Il n'est pas besoin de recourir aux hypothèses un peu aventurées sur l'influence de ses années de séminaire pour penser au poids culturel des dogmatismes religieux dans l'empire des tsars, avec leurs attitudes culturelles, leur vénération de textes saints et leurs catéchismes. Il en est de même pour des tendances nationalistes, présentes dans le fonds culturel grand-russe où ce Géorgien, soucieux de s'y intégrer, a beaucoup puisé. Ceci d'autant plus que, comme il n'avait pratiquement jamais été à l'étranger, son expérience ne sortait pas des limites du pays.

Mais, bien entendu, l'influence essentielle a été celle de Lénine. Staline s'est affirmé le successeur de Lénine et, proclamant que Lénine était Marx aujourd'hui, il a laissé entendre qu'il était Lénine aujourd'hui. Il concevait le développement du marxisme comme un axe linéaire Marx-Engels-Lénine-Staline le long duquel la théorie se construisait par apports successifs, chacun ajoutant son étage à l'édifice.

Reprenant le mot à Zinoviev, Staline a nommé « léninisme » et donné pour le marxisme de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes un système formé pour l'essentiel d'éléments pris chez Lénine. Notre objet n'est pas ici d'analyser la nature de ces emprunts. Il y a une étude approfondie à faire du rapport de Staline à Lénine. Quelques observations seulement à ce sujet.

L'interprétation de l'œuvre et de l'action de Lénine par Staline est marquée par les traits généraux de sa pensée. Les idées léniniennes sont reprises telles quelles, découpées en citations qui seront replacées dans des contextes différents et traitées de façon scolastique. Des thèses valables en leur temps et dans leur environnement historique sont muées en lois universelles. Le mouvement qui, chez Lénine, part de la situation concrète pour y revenir en s'éclairant de la théorie, se transforme chez Staline en simple application de la théorie à la situation.

La théorie léninienne de la révolution prolétarienne, qui accompagnait l'action et s'en nourrissait, est réduite à une théorie de la conquête et de l'exercice du pouvoir. La transformation sociale et humaine qui est le fond de la pensée marxienne et sa finalité est considérée plutôt comme instrument de cette conquête et de cet exercice. La construction et la consolidation d'un Etat puissant et fortement centralisé passent au premier plan. Une conception militaire de la lutte des classes et du parti s'installe et subordonne l'économie, la technique, la culture et la vie politique à la conservation du pouvoir qui, de moyen, a tendance à devenir une fin.

Au plan doctrinal, le matérialisme historique et dialectique est codifié en un système logique clos, qui sera exposé dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* et sur lequel nous reviendrons. Malgré les protestations contraires, il devient un dogmatisme et un déductivisme. Le développement du marxisme s'en trouve bloqué doublement, car le dogmatisme des textes s'accompagne du dogmatisme dans l'usage des textes.

2. Méthodes de pensée et d'action

Staline est célèbre pour ses qualités exceptionnelles de clarté d'exposition. Cette clarté pédagogique a facilité la pénétration de ses idées et de ses thèses et leur transformation en forces matérielles. Mais elle avait pour rançon un système de pensée simplificateur, qui privilégiait les schémas et visait à établir des normes auxquelles se conformer.

L'impact de ce pédagogisme est indéniable. Il a pu rencontrer un terrain favorable dans des masses sortant à peine de l'arriération, lancées dans un grand mouvement dont les données de base étaient simples. Une politique normative a pu leur sembler faciliter l'action. Mais il faut dire que le pédagogisme s'est répandu dans tout le mouvement communiste international.

Staline savait user de formules simples, ramassées, adaptées aux besoins et aux situations. Beaucoup ont encore leur résonance : l'homme le capital le plus précieux, l'organisation (ou la technique) décide de tout, les communistes sont d'une facture à part... Il en reprenait volontiers à Lénine ou à d'autres : trouver le maillon de la

chaîne, allier l'élan révolutionnaire russe et l'efficacité américaine. Ces formules frappantes, indéfiniment reprises et répétées, permettent de concentrer les forces sur des objectifs considérés comme essentiels à un moment donné, mais elles deviennent des stéréotypes corsetant en fait la pensée, en même temps qu'elles constituent un réservoir de trivialisations fortes pouvant servir à la demande. Certaines sont loin d'avoir perdu leur efficacité.

Le rapport stalinien à la théorie a joué un rôle central dans le mouvement révolutionnaire mondial et il reste dans bien des cas difficile de démêler ses aspects contradictoires. D'une part, la théorie est placée très haut, dans la tradition marxienne et léninienne, comme indispensable à la compréhension du mouvement réel et donc à sa maîtrise. Mais, d'autre part, Staline avait une conception instrumentale de la théorie.

Il n'est pas facile de suivre sa démarche ni à la limite de trouver chez lui une vue claire des relations entre la théorie et la pratique politique. Le point de départ semble bien être pour lui dans les choix stratégiques, ceux-ci étant, cela dit, déterminés par un système de pensée — celui que nous sommes en train d'essayer de comprendre. Le rôle de la théorie est alors de servir d'instrument à la réalisation du choix politique. Mais il faut pour cela que la réalité soit rendue conforme à la doctrine qui a conduit au choix. Deux moyens permettent d'y parvenir : infléchir la doctrine en fonction des besoins ou infléchir la réalité en fonction de la doctrine. Les conséquences ont été incalculables.

La philosophie a été vouée à justifier la politique, à tenir le front philosophique dans la bataille des classes.

La propagande, envahissant les domaines les plus divers, visant par exemple à se soumettre les activités de culture, a cherché à créer un monde de fiction, où l'être est remplacé par le devoir-être.

On a voulu commander à l'histoire et refaire le passé. Il ne s'agissait pas seulement du processus nécessaire selon lequel le passé est toujours vu à partir et en fonction du présent. On devait réécrire l'histoire, créer une histoire finalisée en usant pour cela en bonne conscience de l'omission, de la déformation, des manipulations. L'exemple type est le *Précis d'histoire du PC (b) de l'URSS*, où les faits sont ordonnés, relatés ou déformés, mis en éclairage ou gommés à partir d'un certain nombre d'axiomes et, de surcroît, orientés par le triomphalisme.

La nature elle-même pouvait être remodelée. Les grands plans « staliniens » de transformation de la nature et les grands travaux ont comporté une part d'arbitraire volontariste où il n'est, encore une fois, pas facile de séparer la force créatrice révolutionnaire d'un peuple et l'utopie doctrinaire.

La politique devient essentiellement normative. La vie idéologique, en matière politique, est de moins en moins le débat d'idées sur la stratégie et la politique et de plus en plus la justification de la stratégie et de la politique. L'idéologie elle-même est davantage vue comme endoctrinement que comme mouvement de la pensée.

Le débat est progressivement remplacé par la polémique usant de tous les moyens. On cherchera à déconsidérer l'adversaire, on combatta non ce qu'il dit et fait mais les idées et les actes qu'on lui attribue, on pratiquera l'amalgame entre les divers désaccords et entre ceux-ci et les subversions.

Mais il ne faut pas tomber dans le défaut que l'on décèle chez Staline et systématiser à outrance. Cette logique a ses ambiguïtés, qui marquent l'œuvre et l'action. On ferait certainement fausse route en ne voyant leur origine que dans une hypocrisie destinée à dissimuler les desseins véritables. Il faut sans doute y voir surtout un certain flou de la pensée, ainsi que l'impossibilité objective pour le système idéologique stalinien de rendre compte exactement de la réalité. L'équivoque supplée alors la dialectique. Si ossifié qu'il soit, le système sait à l'occasion faire place aux ajustements et corrections que la réalité et l'évolution des choses imposent.

Quelques exemples de ces ambiguïtés éclaireront peut-être nos remarques.

Au 18^e Congrès du PCUS (1939), Staline affirme qu'« il serait ridicule d'exiger des classiques du marxisme qu'ils aient élaboré pour nous des solutions toutes prêtes ». C'est une idée importante, stimulante. Mais, en fait, elle sert ici à autoriser une révision dont Staline a besoin sur la question de l'Etat (voir plus loin). Une fois la révision faite, et faite par le nouveau « classique », la théorie, qui a été proclamée créatrice, est de nouveau close. L'effet est ambivalent : le dogme peut évoluer, mais si c'est la voix (personnalisée) du parti qui le décrète.

En 1935, devant les élèves-officiers supérieurs, Staline déclare : « De tous les capitaux précieux existant dans le monde, le plus précieux et le plus décisif, ce sont les hommes, les cadres. » Sous sa forme concentrée : « L'homme, le capital le plus précieux », cette formule, ou plutôt cette directive, a longuement fait le tour du monde. Elle a été largement comprise comme une valorisation de l'individu fondant un humanisme ; et elle a eu largement cet effet. Mais elle ravalait en même temps les hommes au rang d'agents économiques et ne valorisait en fait l'individu que comme porteur de force de travail.

Au lendemain même de la guerre, une phrase a eu un grand écho, prononcée dans le célèbre toast aux « gens simples, ordinaires et modestes, les "petites vis" qui assurent le fonctionnement de notre immense machine d'Etat (...). Leur nom est légion ». L'idée, d'un sens, est magnifique : si modeste soit son rôle, chacun apporte sa propre

contribution à l'œuvre commune. C'est un bel humanisme démocratique. Mais, dans l'autre sens, l'homme n'est qu'un rouage et n'a de valeur que s'il reste à sa place dans le gigantesque engrenage de l'Etat.

On ne comprendrait pas la complexité de l'influence de Staline si on négligeait le rôle de cette ambiguïté dans les effets de la parole stalinienne, qui a été reçue et a fructifié différemment selon les terrains et les moments, selon l'environnement idéologique et politique.

3. Le matérialisme dialectique et historique

Il s'agit là, comme on a déjà pu s'en rendre compte, d'un domaine central, révélateur de la pensée stalinienne. Quoique les grands axes en soient déjà présents dans *Anarchisme ou socialisme ?*, l'œuvre majeure en la matière est la partie du chapitre IV du *Précis d'histoire du PC (b) de l'URSS* connue sous le titre de *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*.

La simplicité pédagogique de l'exposé et l'officialisation du texte ont popularisé cette codification de la pensée stalinienne, qui a été donnée, et fréquemment reçue, comme le condensé de la philosophie marxiste.

De plus, la canonisation dont ces quelques pages sont la pointe avancée a fait du marxisme une doctrine d'Etat, ce qui le privait à la fois du bénéfice de la confrontation des idées et de sa qualité essentielle de théorie critique.

Ce texte a été capital dans la formation d'au moins une génération de communistes, français y compris, et ceci pour le meilleur et pour le pire. Il n'a pas pour autant effacé ce qui avait été puisé aux sources diverses de la philosophie marxiste, comme une étude minutieuse le confirmerait utilement, et ce dont témoigne la vitalité actuelle de cette philosophie. Cependant, ce texte est encore pris trop souvent, surtout en dehors du champ marxiste lui-même, pour l'état définitif et pétrifié de la doctrine. Il est donc nécessaire de tenter d'en faire un examen critique à la lumière de la réflexion marxiste contemporaine.

a) Au cœur de cette dogmatisation du socialisme scientifique, il y a un découpage simplificateur d'éléments pourtant inséparables.

Le matérialisme dialectique est juxtaposé à un matérialisme historique qui en serait l'application à l'histoire, l'extension à la vie sociale.

Le matérialisme dialectique lui-même est découpé en une conception du monde, le matérialisme, et une méthode, la dialectique.

Les quatre « traits fondamentaux » de la méthode dialectique et les trois traits du matérialisme philosophique sont censés procurer une vérité achevée dont le réel peut être déduit. En outre, ils ne résultent pas, dans leur évolution, d'un échange constant avec la pratique.

Dans la logique déductiviste stalinienne, la philosophie est ramenée à un système de la nature. Les idées d'Engels sont poussées au schématisme et la dialectique devient une super-science de la nature. Elle permet de tirer de la nature des lois universelles qui s'appliquent nécessairement tant à la nature elle-même qu'à la vie sociale et à la vie mentale. La philosophie elle-même devient une science, celle des lois les plus générales de la nature, de la société et de la pensée.

Dans ces conditions, la philosophie permet de savoir comment les choses doivent se passer. Toutes les disciplines sont dotées de la vérité de la dialectique naturelle, qui sert de critère universel de conformité. Notons que l'existence de cette source de certitude rend normale l'existence d'une personne incarnant cette universalisation. La vérité, qui est toujours concrète chez Lénine, se déduit ici d'une généralité abstraite : on dispose d'une abstraction normative.

De plus, cette généralisation philosophique revient en fait à une somme d'exemples. Les lois sont séparées de leur genèse et deviennent des canons morts. Le résultat a été que cette super-science de la nature s'est coupée de la science qui se fait et que son dogmatisme l'a fait passer à côté du mouvement des sciences. Au nom de l'abstraction normative donnée pour l'intelligence universelle du réel, Lyssenko a pu créer et régenter une biologie illusoire, on a pu « condamner » tout un temps la théorie de la relativité, la mécanique quantique, la psychanalyse, la cybernétique.

Gardons-nous cependant de schématiser ce schématisme. On trouvera chez Staline des vues plus scientifiques sur la science, comme l'idée maîtresse de la relativité des connaissances humaines. Il est intéressant de voir l'usage fait de cette idée à plusieurs années de distance. En 1935, dans son discours aux stakhanovistes, Staline prononce sa formule fameuse : « La science ne connaît pas de fétiches. » Mais, en fait, elle lui sert à justifier un certain volontarisme du mouvement stakhanoviste, qui peut tout, et aussi à dresser les ouvriers contre les intellectuels qu'il veut, à cette époque, déconsidérer. En 1952 par contre, dans l'effort de rationalité de ses écrits sur la linguistique, la même idée entre dans un raisonnement plus dialectique (dont, soit dit en passant, l'effet dessillant a été radical pour les marxistes communistes français) : les lois de la nature et de la société reflètent les

processus objectifs ; on ne peut pas en créer à volonté ni les modifier, mais on ne les subit pas si on sait reconnaître les conditions de leur action et les utiliser.

b) Si nous en venons maintenant à l'histoire, nous trouverons chez Staline l'idée forte que le mouvement historique est conditionné socialement et que les phénomènes sociaux sont conditionnés historiquement. Mais la dialectique de l'histoire est déduite de la dialectique de la nature et non de l'histoire elle-même. A son tour, la politique est déduite de la dialectique sociale. On passe de la nature à la société et à la politique. « Pour ne pas se tromper en politique », il suffit en définitive de savoir ce qui se passe dans la nature.

Telle est du moins la marche de l'esprit qui est affirmée et enseignée. Or, à bien l'analyser, le mouvement de la pensée stalinienne est tout autre. Si le texte prétend apprendre à « ne pas se tromper en politique » en acquérant une connaissance de règles universelles objectives, la démarche est en réalité inverse : elle remonte de l'effet recherché en politique aux universalités susceptibles de lui donner un fondement.

Pour ne prendre qu'un exemple, il en est ainsi des bonds qualitatifs brusques. Ils sont, en 1938, donnés comme obligatoires et la nécessité de la révolution est déduite des lois universelles du mouvement. Ils deviennent facultatifs en 1952 dans la réflexion sur la linguistique, qui amorce une adaptation de la doctrine à une situation mondiale nouvelle allant vers la coexistence pacifique et renforce en même temps l'idée de l'absence de contradictions conflictuelles dans le socialisme.

Pour un faiseur d'Histoire, la question de la force déterminante de l'évolution des sociétés humaines devait être cruciale.

On ne peut pas dire pourtant que Staline ait apporté une grande clarté sur la question. Peut-être est-ce dû pour une part à ce que le schéma marxien du socialisme prenant nécessairement la suite d'un capitalisme développé et épuisé ne vaut que pour l'ensemble de l'époque historique, et non pour ce qu'ont été concrètement, en Russie d'abord, les premiers pas révolutionnaires vers le socialisme.

Pour le marxiste, la clé est dans le mode de production des biens matériels, qui consiste en une unité (évolutive et contradictoire) des forces productives et des rapports de production. Les changements dans le mode de production entraînent les changements dans les idées et les institutions politiques. Donc, conclut Staline, le parti doit s'inspirer avant tout des lois du développement de la production, ce qui signifie pour lui que les changements commencent toujours par le changement dans les forces productives, qui sont les plus mobiles et les plus révolutionnaires. Nous verrons plus loin à quelles difficultés cette conception se heurte dans la conduite pratique de l'édification du socialisme. En bref, le fatalisme historique, pour lequel les évolutions scientifiques et technologiques engendrent nécessairement les révolutions sociales, s'accorde mal avec un autre axiome de la pratique politique pour Staline : le rôle moteur de la lutte des classes dans le mouvement contemporain des sociétés.

Par contre, ce matérialisme historique schématisé convient bien à la réduction de l'histoire humaine à la succession obligatoire, linéaire et mécanique des cinq types fondamentaux de modes de production : communauté primitive, esclavagisme, féodalisme, capitalisme et communisme.

c) Fondamentale s'il en est, la conception léninienne de la contradiction comme lutte et unité des contraires est ici mutilée. Elle est réduite à l'opposition des contraires et le mouvement se ramène à leur lutte, leur unité étant négligée. C'est là le fond d'une vision polarisée, mécaniste, manichéenne du monde dont les conséquences politiques seront énormes. Les contradictions ne se surmontent pas par fusion et création, elles se règlent par élimination.

L'histoire des contradictions elles-mêmes, leur évolution, leurs renversements resteront longtemps occultés. Tout est expliqué par l'opposition entre l'ancien, qui va nécessairement finir par mourir, et le nouveau, ce qui naît et qui est donc l'élément positif sûr de l'emporter.

Cela rend sans objet la dialectique de la connaissance, cela méconnaît ou minimise l'unité contradictoire de la théorie et de la pratique. Le marxisme vu ainsi répète et accumule ses acquis, alors qu'il est en réalité critique et recherche, progression et découverte.

Selon cette vue des choses, le socialisme, dès qu'il apparaît, n'a à combattre que l'ancien qui se survit. Il n'a pas de contradictions internes, qui pourraient rendre compte de son mouvement propre. Les contradictions qu'il rencontre sont nécessairement exogènes ; ce sont des oppositions introduites de l'extérieur et elles doivent être résolues par l'élimination. C'est la philosophie de la répression.

Cette opposition polaire de deux principes se retrouve dans l'œuvre de Staline même quand il y a un effort pour avoir une vue plus profondément dialectique.

Elle parcourt sa philosophie. Ainsi oppose-t-il radicalement la dialectique et la « métaphysique », le matérialisme et l'idéalisme, ce qui l'oblige à penser l'histoire des idées en termes de rupture. Ceci l'amène, par exemple, à

couper en fait le matérialisme dialectique d'une des trois sources que Lénine lui-même reconnaissait, à savoir la philosophie classique allemande. Il faut sans doute incriminer ici une certaine pauvreté de la culture générale de Staline, qui le fait ignorer presque tout de l'histoire de la philosophie, à laquelle on ne le voit quasiment jamais se référer de lui-même. Mais cela concorde avec la conception linéaire du développement où chaque étape remplace à jamais et en tout la précédente, conception qui domine chez lui, même si on rencontre parfois sous sa plume des indications différentes.

On comprend aussi l'absence dans la dogmatisation stalinienne d'une catégorie aussi fondamentale dans le socialisme scientifique que la négation de la négation qui implique l'interaction des contraires. On cherchera aussi en vain le concept d'aliénation, en sorte que le problème de la séparation du travailleur d'avec le produit de son travail dans un système socialiste ne sera même pas posé, ce qui obscurcira gravement la question de la démocratie socialiste. D'une façon plus générale, la liaison dialectique entre les divers aspects du réel et les catégories de la pensée sera remplacée par des liaisons causales rigides et obligatoires.

Il est visible enfin que Hegel embarrassait Staline. Dans *Anarchisme ou socialisme* ? il en fait, bien qu'il ait été réactionnaire, le père spirituel de la méthode dialectique. Plus tard, il vitupérera en lui une réaction aristocratique à la Révolution française ; il n'y a donc rien à en tirer. Un point final devra être mis à « l'affaire Hegel ». En 1938, il considère que Marx et Engels ont gardé le noyau rationnel de la dialectique hégélienne et en ont rejeté l'écorce idéaliste, mais ne développe que la seconde partie de cette idée. Ignorance peut-être, mais sans doute surtout incompatibilité entre la connaissance du mouvement intime des choses et la volonté d'une description simple servant de base à la pédagogie normative que Staline estimait nécessaire.

Faut-il maintenant donner une réponse lapidaire à la question que nous nous posions tout à l'heure ? L'œuvre de Staline n'a rien d'un fourre-tout. Elle a ses lignes de force bien marquées. Pour autant, elle ne constitue ni un état particulier structuré du socialisme scientifique ni une doctrine globale. Au demeurant, mieux vaut ne pas l'enfermer dans une définition qui ne saurait en tout état de cause dispenser de l'étude toujours plus approfondie de la période considérée, dont Staline n'a été qu'un des facteurs déterminants. A l'en séparer, on ne peut que le déformer.

III. La politique de Staline

La politique de Joseph Staline c'est, de 1924 à 1953, trois décennies qui resteront parmi les plus importantes de l'histoire du monde. En la regardant rétrospectivement d'un œil critique, il est impossible de faire abstraction des transformations intervenues dans ce court laps de temps dans l'état de développement, les structures sociales, la vie culturelle, la situation des nations, l'autorité internationale, la puissance de l'immense et diverse Union soviétique. Nous ne saurons jamais ce qu'aurait été et ce qu'aurait pu donner une autre politique : c'est celle-là qui a conduit à l'URSS et au monde de la seconde moitié du XX^e siècle.

Les textes que l'on trouvera dans ce livre — notamment les rapports aux congrès du parti — ont été par force réduits à des fragments trop lacunaires pour livrer tous les ressorts de cette politique. Il faudrait d'ailleurs un énorme travail, qui, pour une grande part, reste malheureusement à faire, pour prétendre être en mesure d'en faire une analyse tant soit peu systématique. Nous nous bornerons donc à quelques remarques qui nous paraissent susceptibles d'éclairer cette analyse.

Ces remarques se placeront dans cette optique d'analyse, en ce sens qu'elles chercheront à comprendre ce qu'a voulu faire Staline et pourquoi, plutôt qu'à se demander ce qu'il aurait dû faire. Elles ne viseront pas non plus à parvenir à une clarté artificielle là où ce qui est lumineux, c'est que les choses n'étaient pas très claires pour Staline.

1. Le parti et l'État

La théorie et la pratique de l'Etat et du parti résultent de ce que Staline appelait le point de vue de classe strict.

La lutte des classes expliquant le mouvement du monde, la tâche est de réaliser la révolution prolétarienne. Mais qu'entend par lutte des classes ? Celle-ci est le plus souvent réduite à l'opposition mécanique de deux pôles antinomiques. Tout dans la vie sociale, politique, civile, intellectuelle, artistique, etc., est le reflet d'un intérêt de classe direct. Les gens sont divisés en deux catégories exclusives : les nôtres et les autres, les sûrs et les ennemis.

Ceci va déterminer le caractère de l'Etat en tant qu'instrument de la domination de classe, c'est-à-dire ici de la dictature du prolétariat. Le rôle central du pouvoir d'Etat va aller de pair avec la conception de la révolution par en haut, c'est-à-dire celle où les changements socio-économiques se font à l'initiative du pouvoir existant.

Disons tout de suite que l'existence du parti unique entraîne une coopération étroite, un échange de fonctions, un va-et-vient de responsabilités entre le parti et l'Etat. Pourquoi le parti unique ? La question ne se posait même pas. Pour une raison historique, les autres partis ayant tous plus ou moins pris part à la contre-révolution ou y

ayant été rejetés ; et pour une raison théorique : les classes ennemies ayant disparu ou n'ayant pas de droits civiques, les partis n'avaient plus de raison d'être.

Le système de la dictature du prolétariat est constitué d'abord par le parti qui dirige, en principe par des moyens exclusivement politiques, mais qui sera amené à prendre en mains directement des décisions de gestion. Le parti est relié aux masses par les syndicats, les soviets et les autres organisations de masse, dont le parti détermine la ligne générale. Les soviets des différents niveaux, qui assurent les fonctions économiques, d'organisation, d'éducation, de défense et de répression qui sont celles de l'Etat socialiste, sont donc en situation subordonnée.

Mais, en régime de dictature du prolétariat conçu comme un régime de violence de classe, appuyé sur le soutien des masses et non limité par la loi, l'Etat, cette machine à écraser la résistance des adversaires de classe (intérieurs et extérieurs), prend une importance primordiale.

Ces principes de Staline et leur application ont joué un grand rôle dans la controverse sur le marxisme et l'Etat. Cette controverse, qui se poursuit toujours, a bien souvent un caractère scolastique. Est-ce que le problème des rapports entre le parti et l'Etat n'est pas dans une certaine mesure un faux problème, dès lors que les forces sociales qui dominent et dirigent l'un et l'autre sont les mêmes ? Selon les circonstances et les conceptions du moment, l'Etat ou le parti exerce tel pouvoir, remplit telle fonction. L'un peut même sembler prendre le dessus sur l'autre, mais le fond de la question est, sous Staline et jusqu'à présent dans tous les pays où le socialisme existe, celle du pouvoir.

C'est sans doute pourquoi la théorie du parti a plus de constance et de consistance chez Staline que celle de l'Etat.

Dans *Anarchisme ou socialisme* ? il se borne à rappeler la position des marxistes selon laquelle l'Etat disparaîtra inéluctablement avec la disparition des classes. L'idée que le dépérissement de l'Etat commencerait dès le renversement de l'Etat capitaliste était communément admise. Lénine parlait à ce propos de semi-Etat. Les réalités de la révolution et de la dictature du prolétariat devaient faire évoluer la question. Dès septembre 1917, Lénine se prononçait pour un pouvoir fort et centralisé « quand l'Etat sera prolétarien ». Par la suite, en se gardant bien d'édifier une théorie rigide de l'Etat, Lénine s'est consacré à la construction et au fonctionnement d'un Etat menant la lutte des classes dans les nouvelles conditions. Pour lui, cet Etat, du fait qu'il associe à la gestion les organisations des masses laborieuses, commence à préparer le dépérissement de tout Etat. Dans les *Principes du léninisme*, Staline, quant à lui, rejette le dépérissement dans la future société communiste et développe les attributs de la dictature du prolétariat en tant qu'Etat prolétarien, machine servant à écraser la bourgeoisie.

En janvier 1933, lors du bilan du premier plan quinquennal, pointe la théorie de l'accentuation nécessaire de la lutte des classes : « Le dépérissement de l'Etat se fera, non par l'affaiblissement du pouvoir d'Etat, mais par son renforcement. » Un an plus tard, au 17^e Congrès, Staline ne théorise pas beaucoup et se contente (doit se contenter ?) de mettre au nombre des tendances malsaines qui pénètrent dans le parti l'idée qu'on peut maintenant en finir avec l'Etat.

C'est au 18^e Congrès, en mars 1939, qu'il consacrera un long passage à la question de l'Etat. Il critique Engels et, implicitement, Lénine pour n'avoir pas élaboré jusqu'au bout la théorie de l'Etat (tout en les excusant par le moment où ils ont écrit). Il s'en charge, distingue une fonction intérieure et une fonction extérieure de l'Etat, explique que l'encercllement capitaliste et la pénétration des agents bourgeois (que sont, à son avis, les oppositionnels) rendent indispensable non l'affaiblissement mais le renforcement de l'Etat et tout particulièrement des services de renseignements et des organismes punitifs. L'Etat, ajoute-t-il, ne disparaîtra, même en période de communisme, que si l'encercllement capitaliste est liquidé. A partir de ce moment, la question du dépérissement de l'Etat est mise en réserve et la fonction extérieure de l'Etat est la justification de sa fonction intérieure, puisque la contradiction majeure du socialisme est celle qui l'oppose au monde capitaliste.

La conception stalinienne du parti, quant à elle, s'est formée sous l'empire du combat politique. On ne peut pas la comprendre pleinement sans se rappeler les origines du Parti bolchevik, ce petit groupe plongé dans une profonde clandestinité (on disait alors significativement : illégalité), qui devait se battre avec acharnement pour son existence, pour son identité, pour sa cohésion. Parvenu au pouvoir, ce parti est jeté dans la guerre civile, il doit pratiquer le communisme de guerre. La tension de la vie sociale et politique est constamment au bord de la rupture.

Il n'est donc pas étonnant que, à des degrés divers, les dirigeants — Lénine, Trotski, Staline et la plupart des autres — aient eu une conception militaire du parti. Les mots en font foi, le parti est une armée, avec ses détachements, ses réserves, sa discipline de fer, ses batailles. Plus tard, il aura à sa tête un *vojd'*, un chef, ou plus littéralement un conducteur, terme qui s'applique à Staline et rétroactivement à Lénine.

En même temps, et ceci dès sa création, ce parti n'avait de sens que s'il était reconnu par des masses travailleuses et était capable de les entraîner à des actions correspondant à leurs intérêts, en les aidant à en prendre conscience : ce devait être une avant-garde.

Il n'y aurait pas eu ce parti sans l'esprit de sacrifice au nom d'un idéal de transformation humaine chez ses membres. Etant donné le terrain dans lequel il prenait ses racines, cela se traduisait aussi par une certaine propension à se considérer comme une sorte d'ordre chevalier. Cette éthique noble mais moralisante s'est pour une part dégradée, dans l'exercice du pouvoir, en un esprit de supériorité, une morgue, disait Lénine, qui a pu distancer l'avant-garde du gros de la troupe. Le parti s'est senti forteresse dans la forteresse assiégée.

Tout ceci a aussi favorisé le goût de l'occulte, du secret, l'habitude des décisions prises en petit groupe, voire à un seul, l'idée que la politique est, finalement, affaire d'initiés.

On a là, sans doute, des éléments importants de la pratique stalinienne du parti et de la théorie qui lui a correspondu.

Les circonstances ont donné à cette conception l'apparence, et plus que l'apparence, de l'efficacité. Elle s'est répandue dans le mouvement communiste international comme forme indiscutée, et semblant indiscutable, de l'organisation révolutionnaire.

On trouvera dans les *Principes du léninisme* l'exposé classique de cette théorie du parti, organisation de combat, qui n'a pas sa fin en soi-même, mais qui est un instrument pour la conquête, la consolidation et l'extension du pouvoir ouvrier, de la dictature du prolétariat.

2. La politique répressive

Les répressions de masse de la période stalinienne sont parmi les saignées les plus graves qu'aient eu à subir les peuples au cours de l'histoire humaine. Elles ont eu d'énormes conséquences morales et politiques et elles révoltent d'autant plus qu'elles ont marqué indélébilement l'aube d'un système social destiné à éliminer enfin l'injustice et l'inégalité dans les rapports entre les hommes. L'incroyable dureté de cette période de révolution et de bouleversements, marquée par les hécatombes de la guerre civile et de deux guerres mondiales, a été aggravée par la détention de millions d'innocents dans des camps de travail forcé et la mort de millions de victimes.

Il faut considérer ces faits comme des événements historiques et tenter d'en discerner les causes.

Pas plus que Staline ne peut être réduit à sa politique de coercition, celle-ci ne peut être expliquée seulement par la volonté de puissance, la brutalité, la cruauté ou même la paranoïa d'un homme. Elle entre dans le système de la schématisation de la lutte des classes, du noir et blanc, de la méfiance des masses. Cela ressort des écrits mêmes de Staline.

On en trouverait sans doute une origine dans les luttes internes du mouvement social-démocrate entre de petits groupes d'hommes dont les divergences, souvent d'apparence minime, avaient des conséquences considérables. Staline a été engagé au long de sa vie dans des luttes politiques presque toujours décisives. Ce sont ces luttes, dans lesquelles il a été loin d'être isolé et où ses positions ont eu de larges soutiens dans les états-majors et dans les masses, qui ont dégénéré.

On pourrait suivre toute une évolution, depuis la condamnation, sincère ou non, de toute répression jusqu'à la dénonciation de tout opposant comme ennemi de classe, puis comme agent du capitalisme étranger, à éliminer en tant que tel.

Dès la mort de Lénine, Staline lance l'idée qu'« il n'est pas donné à tout le monde » d'être un bon communiste et donne par là le signal des discriminations et des épurations (voir *Lénine est mort*).

En 1925 (« Lettre au camarade Me-rt »), il conseille au PC allemand de ne pas pratiquer une politique d'expulsion à l'égard de tous les non-conformistes. Les répressions, à son avis, gâchent tout si elles ne sont pas précédées de campagnes d'explication et d'éducation, sans lesquelles, expose-t-il avec lucidité, elles créent « dans le parti un climat d'intimidation, un climat de peur, un climat qui tue l'esprit d'autocritique et d'initiative ».

En 1927, c'est la grande campagne contre Trotski : « Finie la mollesse vis-à-vis de l'opposition », avec son exclusion du Comité central puis son exil et son expulsion de l'URSS.

En 1928, les prétendus sabotages des ingénieurs de Chakhty et leur procès permettent de donner l'alerte, d'appeler à la vigilance — nom noble que va prendre la délation — et de désigner l'origine de classe de l'ennemi intérieur, une « bourgeoisie soviétique » et sa dépendance du capitalisme extérieur. Dès 1927, dans un entretien avec des délégations ouvrières étrangères, Staline avait affirmé que « les ennemis intérieurs de notre révolution sont un réseau d'agents des capitalistes de tous les pays ». Dorénavant, les oppositionnels seront des agents.

Les chefs de l'opposition sont alors visés ; les intellectuels, les militants des époques précédentes sont suspectés. Les chefs sont appelés démagogiquement « à la même discipline » que la base, afin de dresser celle-ci contre eux. On parle de leurs crimes ; on décrit, au moment où se prépare la collectivisation, le regroupement de l'ennemi de classe à la campagne ; on insiste sur les sabotages dont se rendent coupables les intellectuels bourgeois. Les menaces se font de plus en plus précises.

Comme plus tard Mao, Staline prend-il la résistance des réalités pour celle des hommes, en particulier des cadres du parti ? Avec la tension croissante de l'industrialisation et de la collectivisation, les insuccès et les difficultés sont attribués au sabotage.

En janvier 1933, quelques jours avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, le second plan quinquennal est mis au point, mais Staline avertit : « La puissance croissante de l'Etat soviétique augmentera la résistance des derniers débris des classes expirantes », et il annonce que ceux-ci vont se livrer à des formes d'attaques violentes.

Dans toute cette période, les autres partis communistes sont invités, non sans succès, à combattre vigoureusement leurs gauchistes et leurs droitiers.

Au 17^e Congrès (début 1934), une tentative, majoritaire semble-t-il, de s'opposer à Staline et de le remplacer par Kirov (qui refuse) échoue. En décembre, Kirov est assassiné, dans des conditions qui ne sont toujours pas éclaircies. C'est le signal d'une grande vague de répressions de masse.

Les grands procès où Zinoviev, Kaménev, Boukharine, Rykov, Toukhatchevski et des fournées entières d'anciens dirigeants sont condamnés à mort à la suite de débats truqués sont utilisés les uns après les autres pour justifier une escalade de la répression. En mars 1937, dans son célèbre rapport « Pour une formation bolchevique », Staline théorise : les ennemis ne s'appriivoisent pas à mesure des succès, au contraire, « les procès ont montré que les oppositions sont devenues des agences de la Gestapo », les saboteurs et les agents se camouflent dans le parti et on ne les voit pas. Ainsi, tout le monde est suspect et tous les mécomptes sont des sabotages. Staline ajoute en passant, sous couleur de montée des cadres, qu'il faut avoir des équipes capables de remplacer les dirigeants du Comité central, préparant par là leur assassinat.

Deux ans plus tard, la vague retombée, Staline affirmera au 18^e Congrès que l'épuration a été un renforcement du parti et un affermissement du régime.

Ces procès, ces exécutions de dirigeants qui se sont étendues et muées en une véritable terreur, atteignant l'ensemble du parti et très loin au-delà, ont été des instruments politiques.

Leur but n'était pas de réprimer une résistance populaire, qui n'existait pas, ou des oppositions, dispersées ou disparues. On peut leur attribuer de tout autres objectifs.

On voulait excuser les difficultés et les mécomptes en en rejetant la responsabilité sur les dirigeants aux divers niveaux et en les expliquant par des sabotages.

On voulait maintenir un état de tension intérieure en exagérant démesurément le danger intérieur entretenu par les ennemis de classe résiduels et en les accusant de miner le pays devant la montée des dangers extérieurs, bien réels ceux-là : le dernier grand crime, l'exécution du maréchal Blücher, est à peu près contemporain de l'accord de Munich.

Staline a visiblement voulu renouveler les équipes dirigeantes, profondément. Peut-être pour écarter des rivaux possibles, mais surtout, sans doute, par défiance des anciens cadres, mal adaptés à la nouvelle politique ou en désaccord avec elle. Il a poussé très loin le champ de ces épurations.

Les choses, pour lui, ne pouvaient apparemment marcher qu'avec un parti soumis et monolithique et une plus grande docilité des masses. Cela demandait un nouvel appareil, à la limite un nouveau parti, socialement et culturellement renouvelé. Il fallait frapper tout non-conformisme.

Tels étaient les buts. Le moyen a été la constitution d'un énorme appareil policier qui était doté de tous les pouvoirs et dominait le parti lui-même. Il n'était cependant pas à l'abri des répressions, Staline accusant de temps à autre ses chefs de saboter en exagérant la répression, ce qui renforçait la crédibilité de toute la construction idéologique. Celle-ci comportait naturellement les grandes campagnes de propagande contre les « ennemis du peuple ». Quant aux résultats, ils sont connus : pertes énormes de vies humaines, pertes d'expériences et de compétences civiles et militaires, extension de la peur et de la passivité, atteinte durable à l'image du socialisme, freinage du développement soviétique.

3. La transformation socialiste

Il n'entre pas dans notre intention de décrire la transformation radicale de l'URSS entre 1924 et 1953 sous la direction de Staline. Nous ne discuterons pas non plus ici de ce qu'elle nous apprend sur le socialisme en général. Nous nous proposerons plus modestement de rechercher, à travers l'œuvre qui est la raison d'être de ce travail, le

projet, la stratégie, qui ont sous-tendu l'action des communistes soviétiques pour la réalisation de cette transformation.

A. — *Forces productives et rapports de production*

Au centre de cette stratégie, les relations entre forces productives et rapports de production.

Le premier pays à passer de l'idée du socialisme à la réalisation du socialisme se trouvait devant un problème non seulement inédit, mais aussi imprévu : assurer à la fois le développement correspondant à la révolution bourgeoise et au plein essor capitaliste, qui n'avaient pas eu lieu, et les changements socio-culturels correspondant à la révolution prolétarienne.

A ce sujet, la théorie stalinienne est confuse et contradictoire. Elle s'appuie sur l'idée marxiste que, lorsque les forces productives (surtout les instruments de production, précise Staline) changent, les rapports sociaux de production se transforment. C'est ce qu'est censée exprimer la loi de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives. Mais cette loi ne dit pas nettement ce qui est premier de la poule forces productives ou de l'œuf rapports de production. Surtout, elle néglige les relations et interactions contradictoires entre les deux et suppose, à la Staline, une action mécanique de cause à effet.

Les textes ne permettent pas de s'en sortir. Au seuil même du troisième quinquennat d'industrialisation, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* affirme que les forces productives sont les plus mobiles. Mais la pratique en décide autrement et, dans l'effort de clarification des *Problèmes économiques du socialisme*, le même auteur souligne que la révolution, le pouvoir des Soviets a commencé par socialiser les moyens de production : c'est alors l'organisation socialisée de la production qui a dynamisé son développement.

La confusion ne s'arrête pas là. Les rapports de production sont assimilés aux seuls rapports de propriété. Il résulte de là une conséquence de grande portée : dès que la propriété collective des moyens de production est réalisée, les rapports de production sont déclarés en parfaite conformité avec le caractère social des forces productives. On ne pourra plus comprendre qu'il y ait des contradictions propres au socialisme en tant que mode de production. La seule contradiction admise est celle qui résulte de la différence entre la propriété coopérative des kolkhozes et la propriété d'Etat du reste de l'économie ; c'est peu.

Devant la réalité des tâches à accomplir, il faudra bien cependant trouver les solutions et le couple économisme-volontarisme viendra à la rescousse.

L'industrialisation, avec la mise en valeur accélérée des ressources naturelles matérielles et humaines, sera menée prioritairement. C'est le mode de développement, qualifié actuellement en URSS d'extensif et qu'il est si difficile de transformer pour donner le rôle décisif aux facteurs humains, à la qualification et à la démocratisation.

Staline a également formulé la loi du développement harmonieux et proportionné de l'économie. D'après lui, elle donne la possibilité de planifier correctement l'économie à condition d'être finalisée par la prise en compte de la « loi fondamentale » du socialisme, c'est-à-dire de son aspiration à satisfaire de mieux en mieux les besoins croissants des gens. C'est la base de la planification.

Mais c'est aussi la voie ouverte au volontarisme. Celui-ci peut ne pas être sans effets. Les résultats d'ailleurs sont là : l'URSS, sa puissance industrielle, sa victoire de 1941-1945, ses bouleversements sociaux. Mais à quel prix ?

On ne voit pas très bien, il est vrai, comment on aurait pu faire l'économie politique du socialisme avant qu'il y ait une économie socialiste. Mais le fait est que la politique économique stalinienne a tenu lieu pendant deux décennies d'une économie politique ; les travaux de 1951-1952 ont été un essai de renaissance. Plus précisément, les débats agités des années vingt, clos par l'élimination de la plupart des protagonistes, ont été suivis d'un praticisme certain.

La pensée économique de Staline était floue. Elle s'apparentait à une sorte de syncrétisme où figurent des éléments repris des conceptions opposées d'hommes comme Préobrajenski, Trotski ou Boukharine. C'est du moins ce qui ressort des textes. Quant aux directives pratiques, elles sont mal connues et ont certainement été inspirées ou filtrées par les équipes dirigeantes de l'économie. On connaît surtout, dans ce domaine, les positions de Voznessenski qui, organisateur de l'économie de guerre, a joui de la marge d'autonomie que cette période a paradoxalement donnée aux divers responsables. Elle l'a conduit à sa perte.

Pour Staline, il n'y avait pas de production marchande. Ni les moyens de production ni la force de travail ne sont des marchandises. Seules peuvent l'être la production des kolkhozes et les produits qui leur sont vendus, ainsi que ceux qui vont à l'exportation ou servent à la consommation individuelle. Il n'a reconnu que sur le tard (en 1941) qu'en régime socialiste, la loi de la valeur joue un rôle dans la production et pas seulement dans la circulation. Encore, ses commentaires à ce sujet en 1952 (*Problèmes économiques...*) restent-ils fort vagues : la loi de la valeur « agit » sur la production, « l'influence », mais n'en est pas le régulateur.

En somme, dans les discussions sur la planification et dans la pratique des plans, il semble avoir privilégié les objectifs directs, en nature, et repoussé les systèmes indirects faisant appel aux coûts et aux prix. Même les balances-matières, permettant de se faire une idée des influences mutuelles entre secteurs économiques, semblent avoir été négligées, au profit de décisions suggérées ou imposées par les circonstances. Condamné en théorie, le volontarisme, avec ses hésitations et ses impasses parfois ruineuses, mais avec ses percées spectaculaires, a au moins coexisté avec la recherche difficile d'une planification scientifique.

Ainsi, le développement économique a, en fait, obéi à une double finalité : développer les forces productives pour changer les rapports sociaux, assurer l'indépendance et la puissance économiques du pays. Des forces et des moyens énormes ont été concentrés pour la réalisation des premiers plans quinquennaux, puis pour l'effort de guerre et pour la reconstruction ultérieure.

Cela s'est fait selon le principe de la primauté de l'industrie lourde, le schéma marxien de la reproduction ayant été déclaré valable pour le socialisme.

Enfin, la question de la productivité a été mise au premier plan, comme problème central de la production socialiste et comme objectif dans le domaine du rapport du travailleur à son travail.

Au point de départ, l'idée que le socialisme, loin d'être la négation du travail, est basé sur celui-ci : qui ne travaille pas ne mange pas. Le chemin de l'égalité ne passe pas par l'égalitarisme et le travail doit être rémunéré en fonction de sa qualité et de sa quantité.

En 1935, devant les stakhanovistes, qui représentent à son avis l'avenir de l'industrie, Staline fixe la tâche d'élever le niveau culturel et technique de la classe ouvrière jusqu'à celui des techniciens et des ingénieurs. C'est la nécessité de la révolution culturelle. Mais celle-ci est comprise de façon à la fois utilitaire et techniciste. Nourris par la volonté de rattraper (et au-delà) le retard technologique sur les pays capitalistes avancés, il règne à l'époque un engouement pour le progrès, une sorte d'utopie techniciste qui négligent les conditions sociales de ce progrès. Les spécialistes sont à la fois portés aux nues et suspectés, désignés comme ennemis potentiels, l'accent est mis sur l'exploit ouvrier individuel qui « bouleverse les normes » des scientifiques. On parle beaucoup de l'enseignement polytechnique prôné par Marx mais en fait on ne le réalise pas. Si on vise une organisation scientifique du travail, il s'agit d'une sorte d'adaptation du taylorisme plus ou moins déconnectée de l'environnement culturel et social.

Pourtant, Staline accorde une grande attention à la théorie de la base et de la superstructure, qui guide sa conception de l'exercice du pouvoir. La base, c'est-à-dire le régime économique, ou encore l'ensemble des rapports de production, crée, pour la servir, une superstructure idéologique et institutionnelle. Les idées, les institutions, le pouvoir jouent donc un rôle immense.

Ceci dit, les rapports entre la base et la superstructure ne semblent pas très clairs chez Staline. Il semble penser à une influence mutuelle globale et non aux interactions multiples et aux interpénétrations qui empêchent de classer mécaniquement un phénomène social ou culturel soit dans l'une, soit dans l'autre. Il faudrait construire une superstructure cohérente, bien agencée, qui agirait d'un bloc et éliminerait tout ce qui lui est extérieur.

On retombe ici sur l'absence de contradictions internes propres au socialisme, toutes les contradictions étant induites de l'extérieur et étrangères à la cohérence du régime. Ceci pèse sur toute la vie politique et idéologique.

De là, la réduction des luttes politiques résultant de contradictions objectives à des affrontements de personnes, fidèles ou non à la « ligne ».

De là, le monolithisme affirmé et défendu par tous les moyens, monolithisme qui, dans le meilleur des cas, anticipe sur la future disparition supposée du pluralisme social et relève donc d'une utopie.

De là, la légitimité, l'obligation de l'expulsion des corps étrangers.

Dans ces conditions, la démocratie n'est pas nécessaire comme expression des contradictions et moyen de les résoudre, mais seulement comme moyen de participation des masses et des individus conformes aux idées et aux institutions. On a sans doute là l'explication de l'apparente incompatibilité entre les multiples déclarations sur la nécessité de la critique et du contrôle des masses et la limitation de fait de cette critique et de ce contrôle au cadre exclusif de la politique et de l'idéologie officielles uniques.

B. — La politique envers la paysannerie

Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur l'importance de la question paysanne, surtout dans des pays essentiellement agraires comme l'était la Russie et comme l'étaient ou le sont bon nombre de pays ayant pris l'option socialiste.

Le problème capital de l'alliance de la classe ouvrière et des diverses couches paysannes a dominé les premières années du régime soviétique, de la révolution elle-même à la NEP, en passant par la guerre civile. Le succès de

cette alliance a déterminé la consolidation du régime. La période de direction stalinienne a été marquée par la collectivisation de l'agriculture et par une série d'hésitations et d'erreurs dont les conséquences sont loin d'être épuisées.

Il est vrai que, même du temps de Lénine, il y a eu des oscillations et des retournements dans la politique paysanne du parti, destinée à gagner la neutralité ou l'appui des masses paysannes. Il est vrai également que la complexité et l'énormité du problème rendaient les tâtonnements à peu près inévitables ; la diversité des positions opposées ou oppositionnelles à ce sujet en est une preuve.

Il est impossible de suivre ici tous les zigzags de la politique agraire et paysanne de Staline. L'histoire en reste d'ailleurs en grande partie à faire. Quant aux textes, si on peut y voir les indécisions et y suivre les retournements avec leurs justifications, ils ne font pas toute la lumière sur les motivations. Que peut-on dire cependant ?

Le problème était triple.

Il fallait assurer l'alimentation des villes et procurer à l'industrie une base de matières premières et un marché intérieur rural. Or, malgré une certaine croissance de la production agricole, on se trouvait en situation de crise au seuil du premier plan quinquennal : nous ne pouvons plus progresser sur la base d'une petite économie paysanne individuelle, disait Staline en janvier 1928.

Il fallait assurer l'accumulation. Sans entrer dans le détail du débat sur l'accumulation socialiste primitive ou des discussions sur les « ciseaux » entre prix industriels et prix agricoles, il est clair qu'il fallait financer l'industrialisation. En juillet 1928, Staline voyait deux sources d'accumulation : le travail de la classe ouvrière et le « tribut » payé par les paysans qui vendent bon marché leurs produits à l'Etat et lui achètent cher les objets manufacturés (il faudrait sans doute ajouter le revenu des produits de large consommation).

Il fallait enfin liquider la possibilité de restauration du capitalisme, que l'on craignait en se référant à la célèbre formule léninienne sur la petite production marchande qui engendre à chaque heure le capitalisme et la bourgeoisie.

Ce dernier thème est ressassé : l'allié putatif de la classe ouvrière est petit-bourgeois, le prolétariat est entouré d'une masse petite-bourgeoise, l'industrie est un îlot dans la mer des petits producteurs marchands.

La stratégie annoncée est basée sur une idée léninienne transposée dans le temps : s'appuyer sur les paysans pauvres, s'entendre avec les moyens, combattre les riches (les koulaks). La réalité de la collectivisation, au lieu d'isoler les koulaks, s'attaquera aux paysans moyens, c'est-à-dire à la majorité de la paysannerie.

Les choses commencent dans l'hiver 1927-1928, avec les réquisitions rendues nécessaires par la crise du blé. Même Boukharine et les partisans de l'« enrichissez-vous » paysan sont d'accord. A l'été, Staline essaie de renoncer aux mesures d'exception et de revenir au jeu de bons prix. Mais les koulaks n'acceptent pas. Il devient difficile de faire marche arrière. Fin 1928, c'est le retour aux mesures d'exception.

Tout se noue là. Il faut passer à la culture collective, de gré ou de force. Cette fois, l'opposition « de droite » est contre ; Staline l'attaque violemment ; les épurations sont prédéterminées. Ce sera « le grand tournant » de 1929 avec le démarrage industriel et la « socialisation » de l'agriculture. Mais la transformation à marche forcée des rapports de production ruraux est insuffisamment appuyée par le développement des forces productives matérielles — l'agriculture ne peut être industrialisée d'un coup — et humaines — les valeurs n'évoluent pas à la demande. Ce sera donc l'intervention du parti, de l'avant-garde ouvrière et de l'Etat qui sera décisive.

Les premiers résultats obtenus dans l'été 1929 déclenchent l'accélération frénétique ; le mot d'ordre de collectivisation généralisée est lancé, appliqué et sur-appliqué avec rigueur et par la contrainte. La liquidation des koulaks en tant que classe tourne souvent, à cause pour une part de leur résistance violente, à la liquidation physique. Staline se voit obligé de dénoncer le vertige du succès dont il a lui-même été atteint. Il en résulte une certaine accalmie et un tel recul de la collectivisation que, les mêmes causes ayant les mêmes effets, le mouvement est relancé, plus tranquillement mais jusqu'au bout.

Le résultat est effectivement la socialisation de l'agriculture, mais les déficiences durables — perte de qualification des agriculteurs, abattage massif du bétail, bureaucratisation de la gestion agricole, pauvreté persistante des campagnes, non-rentabilité chronique — grèveront longtemps le développement de l'agriculture soviétique. Les transformations de la vie campagnarde et ses progrès indéniables dans la même période auraient-ils pu être obtenus par d'autres méthodes ? Il aura fallu attendre les bons résultats acquis depuis par plusieurs autres pays socialistes pour obtenir des réponses concrètes à cette question.

Les rapports entre la paysannerie et le pouvoir se sont en tout cas stabilisés. Pendant la guerre mondiale, le sentiment patriotique a très généralement fait accepter la misère et les immenses pertes humaines des campagnes. Après guerre, la paysannerie a dû encore payer pour la reconstruction. Staline semblait penser que les paysans arriveraient toujours à vivre et que l'industrialisation les ferait disparaître en tant que tels. Une série

de mesures et de réformes, amorcées à la fin de sa vie, accélérées après sa mort, et toujours en cours, se sont efforcées de donner à l'agriculture le statut et les moyens qui en fassent pleinement une partie intégrante du système socio-économique socialiste.

C. — *La question nationale*

Le problème national est typique de l'équivoque des conceptions et de la pratique de Staline.

Il est tenu pour un spécialiste de la question parce qu'il a rédigé en 1913 un article exprimant, avec sa clarté habituelle, ce qui était alors un consensus dans le parti autour de Lénine. Il a été ensuite commissaire aux nationalités dans les premières années du régime soviétique.

Le Marxisme et la question nationale a été approuvé par Lénine, bien que celui-ci ne s'y soit jamais référé dans la conduite de la politique nationale. Ce texte a néanmoins été considéré en URSS comme la base de cette politique, il a été pris dans le mouvement communiste international comme une sorte de code de la question, et il a eu une énorme importance pour le mouvement de libération nationale.

On en retient en général la définition de la nation, qui est assez universellement adoptée et a indiscutablement rendu de grands services dans l'explosion des idées nationales à notre époque.

Toutefois, et ceci au-delà même de la lettre de ce texte qui signale la nécessité de tenir compte des évolutions et des conditions, il est fait le plus souvent un usage mécanique de cette définition. On y voit un modèle transposable tel quel dans le temps et dans l'espace, fait de composantes juxtaposées et sans interactions historiques ; c'est une liste de critères dont la présence est nécessaire et suffisante pour qu'il y ait nation.

Mais des passages que nous n'avons pas eu la possibilité d'insérer dans ce volume ont peut-être plus d'importance pour éclairer la politique stalinienne.

On y trouve soulignée la primauté du point de vue de classe sur le point de vue national. Au-delà de l'idée pertinente que « la question nationale » est utilisée au service d'intérêts de classe divers, il a pu en ressortir que le mouvement de libération nationale n'est pas tellement une composante en soi et pour soi du mouvement anti-impérialiste, mais une simple « réserve » de la révolution prolétarienne que celle-ci peut et doit « utiliser » ; ces notions se retrouvent en effet souvent chez Staline.

Il en découle que, bien qu'il se soit rallié en principe à la conception fédéraliste de Lénine, selon laquelle l'URSS est une fédération de républiques nationales souveraines et égales en droits, sa pratique tendra plutôt vers la conception de la simple autonomie d'entités nationales adhérant à un Etat centralisé.

Sans doute faut-il aussi tenir compte de la personnalité de Staline géorgien. Il a le souci de la personnalité nationale, avide de parvenir à une égalité où tout le monde est semblable et, paradoxalement, de niveler ainsi artificiellement les différences. Peut-être aussi des relents de nationalisme géorgien, avec le projet d'expulser les petits peuples du Caucase pour réaliser une grande Géorgie, peut-être une méfiance de l'Islam ? Mais certainement un hyper-nationalisme d'allogène se voulant plus russe que les Russes. Ce sont là des hypothèses, mais elles ont leur vraisemblance.

La conception soviétique des problèmes de la nation a conduit, sous Staline, à un développement des cultures nationales incontestable et sans précédent, à un effort d'égalisation économique, sociale et culturelle, à l'instauration d'un pluralisme national dans le cadre des diverses autonomies régionales du système soviétique. Mais, en même temps, il y a eu des manifestations de nationalisme grand-russe, des aberrations comme la déportation de nationalités entières tenues pour solidairement hostiles pendant la guerre, et aussi une conception de la culture qui n'est nationale que par sa forme (réduite en fait à la langue) mais uniformément socialiste par son contenu, conception grosse, à tout le moins, de graves ambiguïtés.

D. — *La politique culturelle*

La théorie de la culture de Staline est pauvre. Par contre sa pratique est riche dans ce domaine. Il a peu écrit et il a multiplié les interventions.

La première évidence est celle d'une absence théorique : celle de la révolution culturelle comme l'entendait Lénine, pour qui il ne s'agissait pas seulement d'une diffusion de la culture mais de « rendre la population cultivée », d'un changement décisif de mode de vie et de mentalité.

La deuxième évidence est l'impact sur toutes les activités de culture du dogmatisme normatif de la période stalinienne ; censure maintenue, vie culturelle sous surveillance, vérités décrétées, gloires fabriquées, éditions tronquées. Le dirigeant politique est habilité, et seul habilité à juger les œuvres et à les autoriser ou les interdire. Les hommes sont soumis à son bon vouloir. Avec, comme dit Aragon, le bon côté du bon plaisir : des protections parfois imprévues, en tout cas imprévisibles comme tout arbitraire. Mais la décimation des meilleures forces intellectuelles.

Les conceptions staliniennes sur la dialectique de ce qui naît et de ce qui meurt et sur l'absence de contradictions internes du socialisme ont nourri le « vernissage » de la réalité avec les théories sur l'absence de conflits.

Sans doute influencé par le goût de l'époque et le type culturel des masses qui étaient son support, Staline professait une esthétique « petite-bourgeoise », éprise de monumental, de richesse vulgaire sous une ostentation de modestie.

Comprenant probablement la révolution culturelle comme la simple extension de l'accès à la culture et des activités culturelles, il a favorisé une diffusion des œuvres classiques, de l'instruction, de la lecture, du cinéma, jamais atteinte ailleurs. Mais en même temps il en altérait le contenu par les manipulations, exclusions et falsifications de l'art, de la littérature et de leur histoire. Quant aux sciences, il prétendait les régenter, ne s'arrêtant que devant celles dont les progrès lui paraissaient assez nécessaires au développement du pays pour qu'il en respecte les protagonistes. Il laissait dire et proclamer *urbi et orbi* que, maître de la pensée marxiste-léniniste, il était le plus grand savant du monde, habilité à juger de la validité des travaux et des théories.

4. La politique à l'extérieur

Ce recueil comporte peu de textes de politique internationale, en particulier pour la période de la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, le rôle de Staline dans la politique mondiale a été considérable, du fait de l'importance prise par l'Union soviétique et de l'autorité personnelle de celui qui était son chef incontesté.

Nous essaierons ci-après de dégager quelques-uns des ressorts principaux de l'action stalinienne à l'extérieur.

A. — *Le socialisme dans un seul pays*

Après des hésitations et des discussions, devant l'échec de la révolution à l'Occident et la consolidation du pouvoir soviétique, Staline se rallie à l'idée qu'il est possible de construire le socialisme dans un seul pays, la Russie soviétique. Tout s'organise dès lors autour de cette idée.

Il faut donc combattre l'idée social-démocrate, tirée d'une interprétation dogmatique du marxisme, selon laquelle, la Russie n'étant pas mûre pour le socialisme, la révolution est prématurée et ne peut que dégénérer. Il faut aussi combattre dans le parti lui-même la conception de la révolution permanente défendue notamment par Trotski. Selon cette théorie, les masses paysannes ne soutiendraient pas le pouvoir prolétarien, dont la seule chance était la révolution dans plusieurs pays capitalistes avancés. Il ne faut la confondre ni avec l'idée marxienne et léninienne de la révolution continue, ininterrompue, qui consiste à pousser la révolution jusqu'au bout, ni avec les diverses théories de la « révolution dans la révolution ».

La formule du socialisme dans un seul pays alliait le sentiment national russe et soviétique et le sentiment d'ouvrir la voie à la révolution mondiale. De plus, « sans certitude de construire le socialisme jusqu'au bout, il ne peut y avoir la volonté de le construire » (Staline, 1926).

Des conséquences d'une portée décisive ont découlé de cette idée-force.

- a) Grâce à sa grande puissance mobilisatrice, le développement des potentialités du pays a été fortement stimulé.
- b) La nécessité de se suffire à soi-même a imprimé au socialisme soviétique et, parce qu'il a été longtemps le seul, au socialisme tout court un grand nombre de ses caractéristiques.
- c) Bien que le mot n'ait pas été à l'époque dans l'usage, l'idée de modèle est apparue très tôt. Si elle ne puisait pas son origine dans la constatation par Lénine de la portée internationale de la Révolution d'Octobre, elle y cherchait sa justification par le procédé familier à la pratique stalinienne du passage à l'universel à partir des principes supposés de la pensée léninienne. « La forme soviétique de l'Etat prolétarien est une forme plus ou moins obligatoire de la dictature du prolétariat dans les autres pays », dira Staline (CC de juillet 1928).
- d) La défense du bastion de la révolution mondiale devient une question majeure, sinon *la* question majeure. Cela conduit à la conception de la forteresse assiégée.

Donc, priorité absolue à la défense, avec tout ce qui s'ensuit sur le plan économique et technico-scientifique et sur le plan de la sécurité intérieure.

Donc encore, exigence auprès du mouvement révolutionnaire international de la défense inconditionnelle de l'URSS.

La révolution victorieuse devient la base de la révolution dans les autres pays. Elle a pour tâche de la développer et de la soutenir. C'est un devoir pour elle-même car, si on peut construire le socialisme dans l'URSS seule, on ne peut achever cette construction sans qu'il se soit formé un environnement socialiste. C'est un devoir vis-à-vis des autres car, quoique la révolution ne s'exporte pas, l'avant-garde a pour responsabilité d'aider le gros de l'armée. Ce qui s'est déjà réalisé avec la Mongolie.

Dans *A propos de la déviation social-démocrate dans notre parti* (1926), Staline écrit en effet qu'assurer « la victoire définitive du socialisme dans notre pays (...) c'est créer une pleine garantie contre l'intervention militaire et les tentatives de restauration, sur la base de la victoire de la révolution socialiste tout au moins dans plusieurs pays ». Cette idée se confondra-t-elle progressivement avec celle d'une extension territoriale de l'URSS comme garantie stratégique en même temps que comme agrandissement du seul pays socialiste ?

Les incorporations de la veille de la guerre ne concernaient que des pays ou provinces ayant fait partie de l'empire russe. En 1945, les démocraties populaires posent un tout autre problème. Les dirigeants soviétiques ont-ils pensé à une « soviétisation » de ces pays ? Rien ne permet de le dire. Ils semblent plutôt avoir encouragé des solutions nationales, à condition d'être assurés de la solidité de l'alliance qui les liait aux nouveaux régimes. Mais les débuts de la guerre froide, dont les puissances occidentales capitalistes portent certainement la plus grande responsabilité, ainsi que la discordance yougoslave, ont conduit à se méfier des voies nationales. Dans ces Etats, des équipes ou des hommes, pas forcément manipulés ou clients, mais souvent influencés par les conceptions staliniennes du fait de leur propre passé, de l'histoire ou de la situation de leur pays ou de leur parti, les ont, à des degrés divers, ramenés vers le modèle soviétique.

B. — *La situation internationale*

Avec la conception du socialisme dans un seul pays, le deuxième élément déterminant la politique extérieure menée sous Staline a été l'analyse de la crise mondiale.

Dès les *Principes*, il est constaté que les capitalismes nationaux réalisent un front unique auquel doit être opposé le front du mouvement révolutionnaire de tous les pays. Cette conception de classe justifie l'existence de l'Internationale communiste comme parti mondial, exclut toute troisième voie et mènera plus tard à la conception des deux camps.

Jusqu'en 1927, la politique est dominée par la conception de la stabilisation relative du capitalisme. Mais dès 1929 la grande crise est appréciée comme ouvrant un deuxième cycle de guerres et de révolutions. En 1931, PIC annonce que la stabilisation capitaliste touche à sa fin. En 1934 (17^e Congrès du PCUS), Staline fait état de la persistance, malgré un certain redressement, de la crise économique et politique sur le fond de la crise générale du capitalisme ouverte par la Révolution d'Octobre. Il dénonce le danger de guerre qui en résulte, avec une lucidité qui ne le quittera pas, même au moment de ses illusions de 1939-1941 sur la possibilité de retarder ou de détourner l'attaque hitlérienne. Mais, ajoute-t-il, la guerre déclenchera la révolution, l'idée de l'assaut révolutionnaire mûrit. C'est pourquoi la bourgeoisie recourt au fascisme (Hitler est au pouvoir depuis un an).

La politique extérieure qui découle de cette analyse consiste d'une part à ne se lier à personne particulièrement, à s'orienter seulement sur l'URSS et à la renforcer, et d'autre part à rompre son isolement, à se déclarer prêt à tout rapprochement avec n'importe quel pays pour défendre la paix. Ce sera, en septembre 1934, l'entrée à la SDN, la recherche de pactes bi- et multilatéraux tels que le pacte avec la France en mai 1935, la politique de sécurité collective, la reprise du concept léninien de coexistence pacifique. Cette intense activité politique et diplomatique s'accompagne d'un soutien total à l'Espagne républicaine, tempéré de façon réaliste quand il apparaît que la non-intervention vise à entraîner l'URSS dans un tête-à-tête dangereux avec les puissances fascistes.

Dans les derniers mois précédant la guerre, l'URSS de Staline a cherché à renforcer sa position stratégique et à retarder sa participation aux hostilités en négociant des alliances. Les pourparlers avec l'Angleterre et la France ont échoué et c'est avec l'Allemagne qu'un accord de non-agression a été conclu en août 1939.

Staline a cherché à tenir l'Union soviétique le plus longtemps possible, à l'écart du conflit. Il s'est persuadé du caractère inter-impérialiste de la guerre, et semble s'être abusé sur l'orientation durable de l'effort militaire allemand vers l'Ouest ; il a exécuté strictement les clauses du traité germano-soviétique.

Nous n'aborderons pas ici le problème controversé de la conduite par Staline des opérations militaires. Sur ses buts de guerre, beaucoup resterait à élucider. Fondamentalement, bien entendu, il fallait défendre, puis libérer le territoire et écraser l'ennemi. A partir du tournant de la guerre, fin 1942 début 1943, il fallait penser à ce qu'allait devenir le monde en fonction du nouveau rapport de forces qui se constituait.

Les conférences internationales qui se succédèrent — Téhéran, Yalta, Potsdam — ne se feront pas, comme on le dit si souvent, dans l'esprit d'un partage du monde en zones d'influence. Elles auront au contraire comme arrière-plan les futures confrontations de guerre froide et de stratégie au bord du gouffre qui se préparent déjà et elles se préoccupent de fixer le nouvel ordre mondial à partir du rapport des forces réel.

Les écrits de la période de guerre sont à lire en se gardant d'oublier le contexte général. L'objectif était d'abord de favoriser l'unité morale du peuple, à l'avant comme à l'arrière, en créant une atmosphère de confiance et de cohésion, en mettant en avant les problèmes de survie de la patrie, en plaçant au premier plan le point de vue

d'Etat. Il était ensuite de favoriser l'alliance avec les peuples des puissances amies comme ennemies et l'alliance avec les Etats de la coalition antihitlérienne et antijaponaise.

Au lendemain de la victoire, l'objectif de la consolidation de la puissance soviétique prend de plus en plus de place. Il inspire l'activité diplomatique et l'effort pour parvenir le plus vite possible à la parité nucléaire. La guerre froide, qui succède pratiquement sans désenclaver à la guerre chaude, va remettre immédiatement au centre des préoccupations le problème de la guerre et de la paix, donc du rapport des forces. Elle est l'occasion d'une reprise en main intérieure et d'un resserrement des liens avec les démocraties populaires propres, dans les conditions dont nous avons parlé, à la formation d'un ensemble à hégémonie soviétique assurant la sécurité de l'URSS et constituant par là une garantie de paix.

La théorie des deux camps, développée par Jdanov lors de la formation en 1947 du Bureau d'information des partis communistes et qui doit certainement beaucoup à l'influence de Staline, exprime aussi bien la forte bipolarisation de la situation internationale d'alors que le manichéisme stalinien.

Cette théorie impliquait la direction du camp anti-impérialiste et de la paix par sa force essentielle, l'URSS. On l'a bien vu à la façon dont celle-ci a été suivie dans la mise à l'écart de la Yougoslavie.

La vision de la perspective révolutionnaire s'en trouvait affectée. Dans cette optique, l'affaiblissement de l'impérialisme fauteur de guerre provenait en effet de la force du monde socialiste — y compris de sa puissance stratégique de dissuasion — de l'érosion de l'impérialisme par les mouvements de libération et des contradictions créées par l'action en son sein de forces anticapitalistes et de paix. Peut-être pouvait-on alors à la limite se satisfaire de ce que le mouvement révolutionnaire international, compte tenu des conditions du moment, mette plus à l'ordre du jour la défense de la paix que le renversement des bourgeoisies. Cette conception était d'ailleurs liée à l'idée de l'écroulement fatal du capitalisme et à une analyse de celui-ci méconnaissant, à rencontre des idées d'économistes comme Eugène Varga, ses évolutions.

Sur la base des succès, acquis ou escomptés, des pays et des forces du camp, les dernières années de Staline ont été celles d'une action diplomatique intense, des pourparlers pour le règlement de la guerre de Corée et d'une orientation vers la coexistence pacifique et la détente qu'il devenait possible d'imposer à l'impérialisme.

C. — Relations avec le mouvement communiste international

L'influence incalculable exercée par l'Union soviétique sur les mouvements révolutionnaires ouvriers nationaux et sur les peuples tient avant tout à l'impression profonde produite sur le monde par la Révolution d'Octobre.

Il est difficile de distinguer ce qui revient directement à Staline dans l'action de l'Internationale communiste. Avant 1929, il s'occupait peu des questions internationales. Le rôle évidemment déterminant du parti soviétique s'exerçait collectivement, la direction était entre les mains d'hommes comme Zinoviev et Boukharine. Après 1929, Staline a une influence plus grande, mais par intermédiaires. A partir de 1934, Dimitrov prend l'Internationale en main et Staline ne contrarie pas les nouvelles conceptions qu'il introduit, sur la base de l'analyse qui définit l'opposition fascisme-démocratie comme essentielle. En 1943, il poussera à la dissolution de PIC, à l'évidence, pour une part au moins, parce qu'il veut donner à ses alliés bourgeois une preuve qu'il n'a pas pour but de guerre l'instauration du communisme en Europe.

Ceci dit, ses interventions, par exemple sur les « questions » chinoise, allemande ou française, étaient des indications impératives, relevant du principe de l'IC parti mondial pratiquant le centralisme démocratique.

Mais surtout, du fait du poids du parti soviétique, les conceptions de sa direction stalinienne ont fortement influencé les partis membres de l'Internationale.

Il en est ainsi par exemple, en 1928, de la tactique « classe contre classe », dont les conséquences ont été graves. Elle découlait d'une idée de la lutte des classes, réduite schématiquement à l'opposition polaire des deux classes, tout s'expliquant directement par cette opposition.

Le drame de cette conception était qu'elle conduisait à diriger le coup principal, non pas directement vers l'ennemi de classe, mais vers ceux qui cherchaient à détourner les masses de la lutte contre lui, à savoir essentiellement la social-démocratie, mais aussi la démocratie petite-bourgeoise. La social-démocratie est alors objectivement l'aile modérée du fascisme et il faut par priorité la démasquer. En 1929, elle est qualifiée purement et simplement de social-fascisme.

De même, à l'instar de ce qui se passe en URSS, l'ennemi de classe sera découvert dans les partis eux-mêmes ; ce sera la justification de la lutte sur les deux fronts, droite et gauche, et des épurations répétées.

On trouvera évidemment trace de Staline dans les discussions suscitées dans l'Internationale par la difficile acceptation de la stratégie du front populaire. Il ne semble pas s'être opposé au tournant pris au 7^e Congrès, mais

on ne connaît pas d'interventions de sa part sur la nouvelle politique. De son côté, Dimitrov parle dès lors de « démocratie populaire » à propos de l'Espagne.

En 1943, rappelons-le, l'Internationale décidera de se dissoudre pour mieux permettre à chaque parti de mener sa propre politique nationale, raison qui s'ajoutera aux préoccupations diplomatiques indiquées plus haut.

Dans la période de guerre froide, les rapports d'alliance avec le nouveau type d'Etats démocratiques du centre et de l'Est européens font place à ce qu'on peut bien appeler une politique d'intégration. Cette politique, destinée au renforcement de l'ensemble et de chacune de ses composantes, implique un alignement qui, dans les domaines militaire, policier ou diplomatique, ressemble beaucoup à une direction et qui est plus ou moins accepté selon les pays et les périodes.

C'est à ce moment qu'a été créé le Bureau d'information des partis communistes. C'était un organisme d'expression politico-idéologique collective, où la vie théorique et le centralisme démocratique de l'Internationale étaient remplacés, sous couleur de non-ingérence, par un consensus uniforme qui devait, somme toute, mieux correspondre aux conceptions de Staline. Ce « Kominform » fut dissous au lendemain du 20^e Congrès.

IV. L'influence de Staline

L'influence de Staline dépasse son oeuvre et même son temps. Elle a rencontré des terrains, des configurations de force où elle a fructifié, trouvé des alliés, suscité des émules.

Pourtant, elle n'étouffait pas tout là où elle s'exerçait. Si envahissante qu'elle ait été, elle n'était pas exclusive. Elle n'était pas non plus sans ambiguïtés. Le fait est qu'elle a contribué à susciter et à stimuler sa propre contradiction. Staline n'a pas été remplacé par un deuxième Staline et le 20^e Congrès est passé. Il convient donc de regarder les choses sans schématisme.

1. Le consensus à l'intérieur

Joseph Staline a été populaire. Ses idées ont été largement adoptées et partagées, son action a été largement approuvée. Durant les terribles épreuves de la guerre, il a incarné la patrie ; il a été suivi avec enthousiasme par de larges masses, comme il l'avait été avant avec le prestige de la transformation du pays, et le sera après, avec celui de la victoire.

Comment, devenu secrétaire général du parti en 1922, mais militant sans très grand prestige, est-il devenu au long des années vingt le chef pratiquement incontesté du parti et du pays ?

Dans les luttes politiques de cette décennie, le parti a été du côté de celui qui prenait les questions de face et apportait en termes simples des solutions aux immenses problèmes non résolus. Staline a été celui qui défendait jusqu'au bout la ligne de Lénine pour édifier le socialisme dans un seul pays. Il se présentait en continuateur rigoureux de Lénine, comme le porteur de la vérité léniniste et les opposants apparaissaient comme des défaitistes. Il a gagné parce qu'il savait où il voulait aller, alors que les représentants des autres courants n'ont jamais défini une ligne cohérente à lui opposer. Ils étaient en gros pour la même ligne avec des désaccords partiels sur les délais, sur les méthodes, sur les analyses ; ils ne pouvaient pas être un recours.

Le parti, le peuple, le pays avaient besoin de sortir de l'abîme. L'industrialisation et la collectivisation, quelles qu'en aient été les erreurs, ont été des transformations d'une portée énorme. Le pays s'est retrouvé changé, sortant de l'obscurantisme, engagé à fond dans une activité neuve d'édification d'un régime neuf, grandi dans l'arène internationale et entré en compétition avec le capitalisme.

La théorie, la stratégie et la politique qui présidaient à cela ne pouvaient guère être contestées.

Les grands talents d'organisateur de Staline sont incontestables, mais il est certain que son habileté tactique a été essentielle. Il pesait, enregistrant, hésitait devant les grandes questions, estimait les rapports de force. Son pouvoir personnel, son culte ne se sont pas établis immédiatement. Il ne l'a emporté en 1928 que parce qu'il était soutenu par les cadres régionaux du parti, aux prises avec les problèmes de la conduite de l'Etat, et singulièrement ceux de la campagne, du blé qui manquait. Boukharine, le dirigeant le plus capable et influent à ce moment, Trotski éliminé, avait plutôt l'oreille des intellectuels et de la capitale. La bataille a été politique. La dernière opposition importante à Staline s'est cristallisée au 17^e Congrès, au début de 1934, elle a été écrasée.

Ainsi, quand, pour consolider l'acquis et poursuivre sans reprendre haleine, Staline entreprit dans les années trente de faire place nette, de faire venir aux affaires de nouvelles couches et, à la limite, de remplacer le parti par un autre, aucune force ne pouvait contester son action ni ce qui la justifiait au nom d'un marxisme donné et reçu pour authentique.

Ceci ne serait pas compréhensible si Staline n'avait pas eu des appuis sociaux. Les explications tenant à sa seule personne ou à la dictature d'une camarilla ne sont absolument pas convaincantes.

Il faut ici se rappeler la diversité des formations sociales dans l'URSS post-révolutionnaire et les bouleversements rapides et continus qu'elles subissent.

Une urbanisation galopante ruralise la ville. L'ancienne classe ouvrière est complétée, ou plus exactement presque entièrement remplacée par une nouvelle. Celle-ci, avait déjà noté Lénine, est « moins prolétarienne », elle est issue de la paysannerie et, partiellement, de la grande et petite bourgeoisie urbaine déclassée. La nouvelle intelligentsia et la nouvelle bureaucratie sont issues pour une grande part de cette nouvelle classe ouvrière ou directement de la paysannerie, ou encore elle se recrute dans l'ancienne classe ouvrière et, quoi qu'elle en ait, se déprolétarise. Le parti lui-même reflète ces changements dans sa composition.

Pour autant qu'on puisse le présumer en l'absence d'études précises, Staline avait une base sociale dans ces nouvelles couches.

En effet, nouvellement promues, elles bénéficiaient des changements. C'est le cas en particulier des cadres. La promotion de personnes souvent jeunes, généralement désireuses de bien faire mais fréquemment sans compétences, aux pyramides de places laissées vacantes par les victimes des vagues d'épuration ou créées en abondance est d'ailleurs devenue un phénomène social caractéristique.

Ces couches ouvrières et administratives récentes avaient leur propre figure idéologique issue des traditions : respect de la hiérarchie et de l'autorité, une certaine méfiance des connaissances et des intellectuels allié au prestige du livre et de la parole, habitude d'à-coups de travail intense alternant avec le laisser-aller. Tout ceci s'accommodait bien de méthodes bureaucratiques et d'attitudes à la fois d'obéissance et d'autoritarisme.

Il manque une étude concrète de la réalité du pouvoir de la classe ouvrière. Il est insuffisant de dire qu'il s'exerce par l'intermédiaire du parti. Quelles forces sociales traversent celui-ci ? Quelle est la nature, la diversité, quels sont les intérêts, les idéologies de la classe ouvrière elle-même, ses points d'alliance avec d'autres couches ?

Il paraît probable qu'il s'est instauré dans la période de l'ascension de Staline un *modus vivendi*, une sorte de compromis avec de larges fractions de la population sur la base de leur promotion matérielle et de la participation au pouvoir, avec un rôle essentiel de la nouvelle classe ouvrière. Mais pour quoi faire ?

S'agissait-il d'une voie courte pour réaliser les transformations et les progrès immenses dont il était évident qu'ils étaient nécessaires et qu'ils devaient s'effectuer à un rythme et dans un délai sans aucun précédent ?

Les conditions externes et internes de ce saut dans le temps historique auraient-elles permis d'emprunter une autre voie ? Pouvait-on réaliser les changements révolutionnaires dans les rapports sociaux et dans la culture qui auraient assuré le développement vitalement nécessaire et conduit à la fois plus vite et plus profondément à une démocratisation socialiste appuyée sur le développement libre des individus ?

Comment répondre sans tomber dans une réécriture vaine et arbitraire de l'histoire ?

Quoi qu'il en soit, des méthodes de pensée et d'action se sont durablement installées dans le mouvement révolutionnaire vers le socialisme, qui en contredisaient la nature par bien des aspects. Ces méthodes ont été combattues et leur retour ou leurs séquelles doivent encore l'être. Ce combat reste une condition du progrès du socialisme.

2. L'empreinte internationale

L'influence mondiale exercée par Staline ne saurait être surestimée. Elle s'est identifiée, pendant vingt-cinq ans, et de plus en plus, à l'influence de l'Union soviétique et du mouvement communiste international, et ceci bien au-delà de ce mouvement lui-même.

Staline a résumé en lui, pour les partisans et pour les adversaires, l'immense patrimoine idéologique et politique accumulé par l'URSS et par le mouvement ouvrier mondial.

Ce phénomène de personnalisation est loin d'être inédit dans l'histoire ; le rôle des grands hommes a plutôt été la règle. Mais l'impact de Staline a été exceptionnel. En effet, jamais sans doute autant de moyens de pouvoir et d'influence n'avaient été concentrés dans les mêmes mains. Jamais non plus un mouvement social et politique comme celui dont il a été le symbole n'a eu une telle ampleur mondiale. Mais ce mouvement inclut dans ses finalités plus de démocratie et de créativité individuelle que jamais, ce qui a créé des contradictions qu'il revient à ce mouvement lui-même de surmonter.

De plus, l'intensité des combats de classe et l'extension des grands remaniements de la face du monde auxquels il a été mêlé ont encore accentué l'importance de Staline.

Ce prestige et cette personnalisation ont masqué partiellement ou totalement l'apport d'autres hommes ou d'autres courants, sans pour autant les annihiler. Une des tâches de l'historien et de l'analyste politique étudiant la période stalinienne est de leur restituer leur vraie place.

Il est impossible de réduire un mouvement aussi vaste que celui du communisme à un homme et à un appareil. Certes, le schématisme stalinien et l'identification de la politique communiste à sa personne faisaient bien l'affaire de ses adversaires et ses partisans ont abondamment donné prise aux reproches de ce type. Mais l'expérience accumulée par la classe ouvrière, ses organisations et ses penseurs, à cette époque, a été bien plus riche.

De plus, sa pédagogie, simplificatrice et confortable pour l'esprit, a cependant véhiculé de fortes idées marxistes. Son action s'est inscrite dans un réseau de luttes revendicatives, démocratiques, pour la paix et pour la libération des peuples asservis ; ces luttes ont été formatrices.

L'influence de Staline a ainsi interféré avec d'autres sources idéologiques et politiques. Elle s'est étendue en premier lieu aux partis communistes, parfois d'ailleurs moins par une pression ou une ingérence directe que par l'intermédiaire des conceptions théoriques développées par lui ou en son nom et appuyées par la pratique. Mais elle s'est étendue aussi à d'autres courants, par exemple dans les mouvements antifascistes et pour la paix et dans les mouvements de libération nationale. Elle a été inégale et variable selon les partis, les pays et les moments.

Peut-on, ceci dit, expliquer cette si grande autorité de Staline ?

A la base, il y a le prestige de la Révolution d'Octobre et la conscience qu'elle a introduit dans le monde contemporain une transformation fondamentale et irréversible.

Il y a eu sans doute l'idée simpliste mais forte qu'après Lénine, dont la popularité mondiale comme chef de la Révolution avait été immense, il devait y avoir quelqu'un de sa dimension pour diriger et incarner l'Etat et le parti soviétiques. Staline n'était pas seul à le penser.

Staline était le chef reconnu de l'URSS, dont l'émergence nationale et internationale frappait le monde, qu'elle inquiète ou qu'elle encourage. La communauté capitaliste concentrait ses attaques contre l'Union soviétique, les travailleurs y plaçaient fréquemment leurs espoirs, les peuples colonisés commençaient à voir un signe d'espérance dans le développement des anciennes colonies tsaristes.

Une propagande formidable était organisée autour de Staline, à laquelle les ennemis apportaient *a contrario* leur contribution en l'attaquant sans relâche, créant ainsi un réflexe de défense. Cette propagande est allée jusqu'à la constitution d'une sorte de mythe concentrant pour le mouvement communiste et, répétons-le, bien au-delà toutes les vertus humaines, morales et intellectuelles sur un homme-symbole.

Enfin, il n'y aurait pas eu cela sans la personnalité complexe de Staline, forte par ses qualités comme par ses défauts. Sa stature d'homme exceptionnel a impressionné les foules et les militants, mais aussi des écrivains, communistes ou non, comme Wells ou Barbusse, et des hommes politiques, comme Churchill, Roosevelt ou de Gaulle, qui en ont témoigné et ont à leur façon contribué à créer ou à renforcer son image.

3. Que reste-t-il de Staline ?

On ne peut pas biffer Staline.

Le monde que nous vivons résulte d'actions et de mouvements inséparables de cet homme qui en a été longtemps l'inspirateur, l'instrument ou le protagoniste. Le 5 mars 1953, il a laissé un monde transformé et un processus engagé, celui du socialisme.

Il reste des admirateurs et des disciples inébranlables, avoués ou non, de Staline. C'est vrai en divers lieux et dans divers courants de pensée. Il n'est pas nécessaire d'avoir vécu en son temps pour être encore attiré par son exemple ou par ce qui passe pour son enseignement. C'est le cas dans certaines fractions du mouvement révolutionnaire, principalement dans les pays où le paysage social s'apparente à celui des débuts de l'URSS.

Il y a des nostalgiques d'une époque où il n'y avait pas de problèmes, mais seulement des solutions, époque dont on regrette l'apparente efficacité, la grandeur, voire la pompe, l'époque de l'ascension fulgurante de l'URSS, des exploits gigantesques, où la cause justifiait tout et tous les sacrifices, où on ne réfléchissait pas aux choses sacrées, où on vivait de simplicité et de pureté. Tout ceci, fondé sur le noyau de réalité du mythe, ne pouvait pas disparaître subitement et vit encore d'une vie souterraine que le silence presque total et l'absence d'analyse publique ne peuvent qu'entretenir.

Staline reste pour certains le symbole de l'intransigeance de classe, l'auteur de règles simples de pensée et d'action pour mener le combat de classe. Il reste aussi un dogmatisme de l'anti-dogmatisme, un anti-stalinisme qui n'est que l'image renversée des défauts staliniens. On le rencontre chez certains dissidents, chez d'anciens communistes. Que ne font-ils un effort pour se débarrasser de ce qui vient d'un âge dépassé !

Mais ce livre devrait surtout servir à la réflexion sur les séquelles qui peuvent subsister dans le mouvement communiste lui-même. Ses militants les plus âgés ont été formés sous Staline et ce sont eux qui ont formé la génération suivante. Mais ce n'est pas seulement affaire de générations. Des formes de pensée subsistent, ainsi que des structures sociales et institutionnelles, les unes et les autres en évolution, mais issues de la période stalinienne.

Il y aurait lieu d'examiner sereinement de ce point de vue bon nombre de traits, de principes ou d'idées existant dans le mouvement révolutionnaire, que les partis concernés soient ou non au pouvoir. Non point que tout ce en quoi on décèlerait l'ombre stalinienne soit de ce fait nécessairement à rejeter. Mais parce que, dans la perpétuelle mise à jour qu'impose la marche du temps et des choses, il peut être utile de discerner ce qui, étant venu de Staline, avec lui ou par lui, procède de pratiques ou de conceptions erronées ou périmées.

Il est de fait, par exemple, que les structures économiques et de gestion de l'URSS et, plus ou moins, par extension, des autres pays socialistes, dérivent de celles qui se sont établies au début des années trente. On connaît d'ailleurs les efforts multipliés pour les réformer et les obstacles que ces réformes rencontrent dans la société elle-même.

Il est de fait que le pluralisme social des sociétés socialistes a beaucoup de mal à trouver son expression dans un pluralisme politique qui donne au libre jeu des nouvelles contradictions et à leur dépassement leur rôle moteur dans le développement social.

Il est de fait que des formes, parfois extrêmes, du culte de la personnalité d'un dirigeant subsistent ou même prospèrent. Ne conviendrait-il pas de réfléchir davantage au rôle de la personnalité dans l'histoire et de lui faire toute sa place sans que toute la sagesse et toute l'action d'un parti ou d'un pays passent obligatoirement par un seul ? Cette habitude, héritée des régimes antérieurs à l'aube de l'ère socialiste, est-elle destinée à se perpétuer ?

Les répressions de masse comme système de direction politique, abandonnées et violemment condamnées en URSS après la mort de Staline, sont en passe de disparaître. Encore que nous ne soyons pas si loin de la « révolution culturelle » chinoise et des massacres millénaristes cambodgiens et que l'acuité des combats puisse entraîner de jeunes régimes peu assurés à des méthodes violentes de survie.

Mais les méthodes de commandement et de centralisme, les pratiques contraires à l'éthique socialiste, dont les sources remontent bien en deçà du communisme, n'ont pas entièrement été éliminées. La politique communiste consiste à entraîner le peuple lui-même, par l'acquisition de la démocratie et de ses conditions, à transformer ces pratiques étrangères à ses objectifs.

On peut penser que le commandement en idéologie, voire en esthétique, que la censure substituée à l'argumentation, que le secret éludant le débat public, que bien d'autres vestiges charriés par le puissant fleuve socialiste sont ainsi voués à la disparition.

Il reste beaucoup à faire pour éliminer le mode de pensée déductiviste, la systématisation de lois universelles considérées comme des règles de traitement du réel et de comportement idéologique. Le dogmatisme est une tentation permanente. Le manichéisme, l'usage de lits de Procuste à tout mesurer, sont des facilités commodes. La conception et l'usage utilitaristes de l'histoire semblent bien enracinés. Malgré des évolutions qu'il serait injuste de ne pas noter, l'ajustement par omission ou par interprétation de l'enseignement historique, sinon de la recherche, à des impératifs idéologiques et politiques grève encore trop souvent la vie des idées. Il n'est pas jusqu'à des catégories et des accusations nées dans la période de répression qui ne soient encore parfois employées et les réhabilitations de personnes et de courants politiques ou philosophiques restent incomplètes.

Cette histoire doit être assumée. Elle ne s'est pas terminée avec Staline, ne serait-ce que parce que Staline n'était pas un demiurge ayant créé de toutes pièces un système ; il a été le protagoniste d'une époque qu'il a marquée mais qui le dépassait. Ses successeurs n'ont pas affaire seulement à ce qu'il leur a légué. L'héritage est bien plus complexe. Il comprend ce qui, par lui et à côté de lui, vient des périodes antérieures du mouvement ouvrier et socialiste ; il comprend ce qui s'est fait contre lui ou sans lui dans son pays, dans les partis communistes, dans l'Internationale, et aussi dans ses marges, par des hommes, des courants ou des mouvements que celle-ci a rejetés ou méconnus. Le lieu n'est pas ici de les énumérer, mais la collection dans laquelle paraît ce volume leur fera la place qui leur revient.

Il n'est pas possible de répudier toute une période de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire et de l'histoire tout court. La continuité et le dépassement sont ici inséparables. Le travail de réévaluation nécessaire, où le recul historique commence à mettre de plus en plus d'objectivité, n'est pas très avancé, mais il est engagé.

Pour sa part, le Parti communiste français n'est pas sans y avoir contribué.

4. Staline et le Parti communiste français

Dans sa théorie et dans sa politique, le PCF a été profondément marqué par l'œuvre et par l'action de Staline, sans que cette empreinte suffise pour autant à expliquer ce qu'a été, ce qu'a dit et ce qu'a fait le parti pendant la période stalinienne.

L'influence stalinienne s'est moins exercée par des interventions directes, qui ont été rares, que par l'effet de modèle et d'entraînement, par le prestige de la révolution bolchevique et des succès soviétiques, et au moyen de la diffusion et de l'étude des œuvres de Staline.

Il faudrait une analyse beaucoup plus fine que ce qui peut être esquissé ici pour bien reconnaître ce qui a été lu, retenu et utilisé de ces œuvres. Les traductions françaises commencent dès 1924 ; elles sont éditées et diffusées concurremment avec celles de Lénine, Zinoviev, Kaménev, Boukharine et autres dirigeants de l'URSS et de l'Internationale. Progressivement, elles prendront une plus grande importance dans les éditions du parti. Le mouvement est le même dans les revues du parti et de l'Internationale. Les *Principes* deviendront une référence de base.

En 1938, le *Précis d'histoire du PC (b) de l'URSS* est traduit dès sa sortie. Les tirages successifs atteignent des dizaines de milliers d'exemplaires. Le chapitre IV, avec sa partie philosophique (*Matérialisme dialectique et matérialisme historique*) et le chapitre II, où est exposée la théorie du parti, seront significativement édités clandestinement pendant l'occupation.

Après la guerre, les éditions du recueil intitulé *Questions du léninisme* et de toutes les œuvres maîtresses de Staline se succéderont. Les Editions sociales entreprendront la publication des *Œuvres*. Sur les 15 ou 16 volumes prévus en URSS et les 13 publiés, 5 seront édités en traduction française (le tome 5 paraît en août 1955). Les derniers écrits, sur la linguistique et l'économie, bénéficieront d'une grande attention.

Une appréciation sérieuse de l'impact réel de Staline sur les communistes français est encore à entreprendre. Il faudrait en premier lieu avoir préalablement situé ce qui est l'apport propre de Staline dans le communisme soviétique, car c'est lui qui, à travers Staline, autour de lui, à côté de lui ou sans lui, a exercé un impact. Il faudrait ensuite rechercher quand, avec quels objectifs, pour appuyer quelles idées on se référerait à lui.

Même quand il déclarait aspirer à pouvoir se dire stalinien — il l'a fait à maintes reprises — le PCF a élaboré et poursuivi sa politique propre et mené une activité théorique originale. On aurait une vue fautive de son histoire en la déduisant de celle de l'URSS et en y voyant la simple manifestation d'un rapport de dépendance.

Les analyses venues de l'IC et de Staline ont moins été des directives que des instruments du travail théorique. Sauf exceptions, dont il faut d'ailleurs probablement rechercher la cause dans des désaccords ou des conflits à l'intérieur du parti, ces analyses n'ont pas été acceptées par soumission, mais par adhésion. Resterait à étudier les causes, l'étendue et les limites de cette adhésion.

Certes, comme tout le mouvement international, le PCF a usé abondamment de formules staliniennes. Il a sacrifié aux rites de glorification du « grand chef du prolétariat mondial » et de ses « idées géniales ». Il a proclamé qu'il combattait sous le drapeau de Marx-Engels-Lénine-Staline. Il a adopté le léninisme venant de Staline, puis le marxisme-léninisme comme définition signifiante de sa théorie.

Au déclenchement de la guerre, le PCF, en contradiction d'ailleurs avec ses positions sur la lutte antifasciste et sur la nation, suivra un moment les vues de Staline sur le caractère impérialiste du conflit. Après la Libération, il restera dans l'ensemble sous l'emprise jusqu'à la mort de Staline et un peu au-delà. Il fera partie du Bureau d'information, condamnera et rejettera la Yougoslavie et le « titisme », adhérera à la théorie des deux camps et à la stratégie de confrontation des deux blocs qui en découlait.

Sans vouloir à notre tour simplifier à outrance, et en essayant d'analyser et non de trancher, il nous semble ressortir d'une approche historique de la question que les deux domaines les plus affectés par le recours aux formulations staliniennes sont les modes de pensée théorique et la conception du parti. Dès 1929, les écoles du parti établissent leur programme à partir des *Principes du léninisme*. Lorsque, pour la première fois, un congrès du parti adopte une résolution sur le travail théorique (le 7^e Congrès en 1932), cette résolution se réfère explicitement à Staline. Quand il paraît en 1938, le *Précis d'histoire du PC (b)* est salué comme un grand événement : il « doit devenir le livre de chevet de chaque militant », dit Maurice Thorez. Il sera dès lors le manuel principal de la formation théorique et, directement, par des relais, ou par les militants qu'il a contribué à former, il le restera pendant une longue période, sans doute jusqu'au seuil des années soixante-dix et peut-être partiellement un peu plus loin. Sa partie philosophique a éclipsé à son apparition des travaux antérieurs — dont l'inspiration n'était pas totalement opposée — comme les recueils *A la lumière du marxisme* (1935) et les cours de Georges Politzer (1935-36).

Dans la période d'affrontements sévères de la guerre froide, en 1948-1952, l'intense bataille idéologique sera fortement imprégnée du dogmatisme stalinien et de son manichéisme mécaniste. C'est la période brève, mais désastreuse de la théorie de la science bourgeoise et de la science prolétarienne, à vrai dire plus bogdanovienne

que stalinienne, mais Staline ne doit-il pas beaucoup à Bogdanov ? L'adhésion au lyssenkisme et sa propagande se prolongeront, elles, plus longtemps. La conception étroite et dirigiste de l'« esprit de parti » en art et en littérature, les interprétations dogmatiques du réalisme socialiste, si elles ont toujours été combattues ou contournées dans le parti même, n'en étaient pas moins vigoureusement soutenues dans les textes et la pratique du parti en tant que tel. Il faudra attendre 1966 et le Comité central d'Argenteuil sur les problèmes idéologiques et culturels pour s'attaquer de front à cet ensemble idéologique, doué d'ailleurs d'une assez remarquable force de résistance.

La conception du parti révolutionnaire de type nouveau, quant à elle, s'est vraiment formalisée et implantée au moment de la « bolchévisation » du parti, après le 5^e Congrès de l'Internationale (juin-juillet 1924), sous l'influence de celle-ci, sans participation particulière de Staline. Mais, pour n'être pas, nous l'avons dit, l'œuvre originale de Staline, elle sera canonisée et vulgarisée par lui ; elle sera enseignée et pratiquée par référence à lui ou à ce qu'il cite et commente de Lénine.

La guerre et la Résistance confirmeront aux yeux des communistes français la valeur d'un parti qui soit un groupement fortement centralisé, militarisé même. Son monolithisme strict et obligatoire est justifié par une cohésion et une correspondance parfaites entre le parti et la classe ouvrière. Ce déterminisme rigide ne laisse place à aucun autre courant dans la classe, voire à aucun débat dans le parti et stérilise pratiquement la composante démocratique du centralisme démocratique.

Cette apparente confirmation par l'expérience de conceptions qu'il aurait paru nécessaire de soumettre à un examen critique se rattache à un problème beaucoup plus vaste : quelles raisons proprement françaises ont facilité l'adoption de nombreuses conceptions staliniennes et l'interprétation dans ce sens de l'expérience politique de la classe ouvrière et du peuple français ? Il n'est pas question de tout expliquer par les traditions, d'autant que celles-ci sont diverses et parfois contradictoires. Il n'en existe pas moins un terrain, un vécu historique, des formes de pensée spécifiques. Pour en rester à notre propos, on ne peut comprendre sans eux ni la bonne réception d'influences staliniennes, ni la configuration générale dans laquelle elles se sont insérées sans se confondre avec elle. Le PCF, en ses premières années, prenait la suite d'un mouvement ouvrier français d'une assez grande faiblesse théorique. Il était presque entièrement coupé des intellectuels ; le marxisme pesant des sociaux-démocrates faisait repousser. Une démarche pédagogique répondait bien à ses besoins. Le guesdisme dominant était en quelque mesure une formation aux simplifications. L'utopisme était sous-jacent, le blanquisme n'était pas loin. On pourra d'ailleurs constater que l'influence stalinienne sera particulièrement forte là où le parti est fort, dans des régions de traditions révolutionnaires, ce qui confirmera ces convergences.

La célèbre clarté d'exposition schématisante de Staline, à la logique peu dialectique, a rencontré le goût de l'enchaînement logique, des jardins bien tracés « à la française ». Cela a donné de la séduction à ses conceptions mécaniques, cette fois bien au-delà du prolétariat. La pensée communiste française n'était pas prédisposée à la dialectique.

Des analogies historiques fallacieuses ont joué, même en dehors des milieux communistes. La Terreur, le Salut public font partie de la culture française de gauche. La dictature du prolétariat, les procès en trahison rappelaient des souvenirs historiques révolutionnaires. Que des dirigeants populaires puissent s'avérer être des traîtres n'était pas pour étonner, on le savait depuis 150 ans ; l'actualité le confirmait d'ailleurs avec les Doriot, puis avec les Gitton.

C'est sur ce terrain qu'ont poussé les rejets de l'influence exercée par la révolution prolétarienne victorieuse.

Cela a commencé à Tours, où les « 21 conditions » d'admission à l'Internationale ont été secondaires par rapport à l'élan qui poussait à rejoindre le parti qui avait fait Octobre. Devenu « Section française de l'Internationale communiste », le PCF était tenu à la discipline internationale, principalement en ce qui concernait les prises de position sur les grands problèmes stratégiques. L'IC ne dirigeait pas à la place du parti, mais elle y soutenait, de préférence à d'autres, les militants qui adoptaient ses positions. Pourtant, une discipline ne vaut que si elle est acceptée.

Nous avons dit qu'à cette première période, le rôle personnel de Staline n'est pas décisif ; il le deviendra en URSS après 1924, pour se muer en pouvoir de plus en plus absolu entre 1929 et 1937.

L'évolution de la politique et des conceptions du PCF au cours des mêmes années ne peut pas être simplement déduite de celle de l'Union soviétique, même si elle en est fortement influencée.

Cela est particulièrement net après l'échec et l'abandon de fait de la tactique « classe contre classe », dans la période 1934-1937, si on prend soin de suivre le mouvement dans ses aspects complémentaires.

D'une part, à relire les textes, les citations de Staline se multiplient — toujours associées toutefois à celles des classiques. C'est le moment où on se dit stalinien. On approuve les procès et la répression, en même temps qu'on valorise les succès. Plus profondément, la perspective offerte à long terme reste le modèle soviétique : on se bat

contre la guerre et le fascisme, et pour « la République française des Soviets ». En politique extérieure, on souligne la politique soviétique de paix et de sécurité collective : « Staline a raison », dit-on au moment du pacte franco-soviétique. On souligne simultanément la nécessité pour la classe ouvrière de défendre l'URSS contre l'impérialisme, de lui accorder inconditionnellement son soutien dans ses combats intérieurs et extérieurs.

D'autre part, c'est l'époque du Front populaire. C'est une politique qui ne vient pas de Staline, bien qu'on cherche à l'appuyer par des citations de Staline sur l'union et sur les alliances, mais il ne s'y est finalement pas opposé : il savait saisir les possibilités nouvelles et s'y adapter. C'est le moment de l'élaboration par le PCF d'une politique nouvelle qui va transformer les rapports du parti et de la classe ouvrière avec la nation.

De 1937 à 1939, Staline est moins présent dans les textes. Les références qui lui sont faites concernent davantage, en politique, des problèmes extérieurs à la France, alors que, inversement, son intervention dans la théorie avec le *Précis* est massive.

Après les hésitations de 1939, la présence déterminante dans la lutte patriotique et antifasciste de la Résistance sera l'épreuve des liens tissés par le parti avec les masses populaires et la nation.

A la Libération, devenu une grande force nationale et démocratique, le parti engagera une réflexion renouvelée et amorcera une orientation vers la recherche d'une voie nationale française vers le socialisme.

Les tendances nouvelles seront freinées et même momentanément étouffées par la guerre froide. Le repli défensif contracté du mouvement communiste international et de Staline a rencontré en cela des dispositions idéologiques régnant dans le parti. Le combat idéologique sera marqué par le manichéisme mécaniste stalinien.

Mais la bataille politique et la grande activité théorique de cette période 1948-1953 stimulaient un autre cheminement, nourri en particulier par cette étude des classiques à laquelle Staline invitait. Les dernières interventions théoriques de Staline trouvèrent une situation en évolution. Une activité de recherche propre se développait dans le parti et autour. Les textes de Staline étaient reçus avec une faculté d'analyse plus grande. Les ambiguïtés staliniennes elles-mêmes avaient d'ailleurs peut-être contribué à orienter vers le retour aux sources et vers l'examen des réalités pour elles-mêmes.

Ainsi le texte sur le marxisme en linguistique a-t-il déclenché un intense travail autocritique des intellectuels communistes à partir de la notion d'objectivité des lois de la nature d'une part, à partir d'une vue dialectique des rapports entre base et superstructure d'autre part.

C'est dans cette situation politique et idéologique complexe que le PCF allait être atteint par le choc du 20^e Congrès du PCUS. En 1956, engagé dans des luttes politiques sévères, aveuglé aussi par un réel attachement personnel au symbole Staline, le PCF n'éprouvait pas le besoin de changer, tout au contraire. Il faudra de longues années pour qu'il révisé progressivement un corps doctrinal où tout, loin de là, ne venait pas de Staline, mais dont ce qui venait de Staline faisait organiquement partie.

Je ne m'étendrai pas davantage sur cette année cruciale. Les Editions sociales viennent en effet de lui consacrer un fort volume³ auquel je renvoie le lecteur. Il y verra que le « retard » dénoncé et critiqué par le PCF lui-même à son 24^e Congrès (1981) n'a pas commencé brusquement avec le refus du 20^e Congrès du PCUS. On trouverait à sa racine des défauts apportés ou renforcés par l'influence stalinienne : un certain schématisme en noir et blanc dans l'analyse des rapports de production et des rapports de classes, une insuffisante attention aux changements socio-économiques et à leurs répercussions sur les hommes, une conception rigide et mécanique des lois du mouvement historique et de leur action, une tendance à l'acceptation du système soviétique comme modèle universel de société socialiste, d'autres encore sans doute.

La nécessité d'un réexamen critique s'est imposée par la suite, et très activement après 1968, moins à partir de considérations théoriques que pour se mettre en état de résoudre les problèmes rencontrés. Ce réexamen a été fait de trois éléments : d'abord la critique par les actes et dans les actes, ensuite la critique des erreurs, ensuite l'élaboration stratégique et théorique dans la continuité et le dépassement.

C'est donc en premier lieu dans les documents politiques du PCF qu'on trouve cette critique en actes des positions antérieures. L'élaboration d'une stratégie nouvelle a levé les obstacles qui s'opposaient aux remises en cause pénibles, mais indispensables. A partir du moment où les choses se sont organisées autour de la notion et de la perspective du socialisme à la française, tout devait être reconsidéré. Avec le 22^e Congrès (1976), on est potentiellement sorti de la queue de la comète stalinienne. Reste à poursuivre jusqu'au bout la réalisation de cette potentialité.

Le démontage déstalinisateur a démarré lentement. La critique de l'œuvre, de l'action et de l'influence de Staline a commencé par un travail de repérage, d'évaluation et de dénonciation d'erreurs. Il faut bien reconnaître que, dans la surabondante littérature disponible sur le sujet, quelle qu'en soit l'inspiration idéologique, on en est toujours à peu près là. Il reste à entreprendre une étude non stalinienne de Staline.

Il a fallu que la critique en actes atteigne un certain point pour que commence à se dessiner une conduite théorique débarrassée de Staline.

Cela doit permettre d'inclure Staline tranquillement dans l'histoire de la société humaine. Tout ou presque reste à faire pour le mettre ainsi à sa place.

Cela permet surtout de passer, avec le souci majeur de ne pas substituer un dogmatisme à un autre, d'un système, le « marxisme-léninisme », à une démarche, d'avancer à partir de l'étude du réel, de reprendre en marxistes toute l'analyse et non d'ajouter un chapitre à l'ouvrage.

Ce processus peut être suivi à la fois dans son cheminement implicite et dans ses manifestations ouvertes, officielles ou non, démonstratives ou non, qui ont été parfois courageuses, ici ou là mal reçues et souvent empêtrées dans le mode de pensée même dont elles cherchaient à se dégager.

La première grande démarche qui ne devait rien à Staline s'est faite dans le domaine économique, et a abouti en 1970 au traité sur *Le Capitalisme monopoliste d'Etat*. D'autres ont suivi, et suivront encore en économie politique, en histoire, en philosophie, dans les domaines les plus divers et peut-être ce mouvement touchera-t-il la conception du parti révolutionnaire en fonction des conditions actuelles de la lutte.

Sur ce chemin de la quête des erreurs et de l'élaboration, indiquons quelques jalons, au risque de pécher par omission ou disproportion.

On peut rappeler entre autres l'assemblée des philosophes communistes en juin 1962, avec le rapport de Roger Garaudy sur les erreurs philosophiques de Staline, *l'Histoire de l'URSS* d'Aragon en 1962, le numéro de *la Nouvelle Critique* de décembre 1963, avec notamment la grande étude de Michel Verret sur le culte de la personnalité, *l'Histoire du phénomène stalinien* de Jean Elleinstein en 1975, ou encore, sur un registre d'autoquestionnement, *Littérature soviétique : questions...* de Léon Robel (1976), ainsi qu'une série de travaux et d'interventions de Jean Kanapa.

L'œuvre politico-philosophique de Louis Althusser et les travaux de quelques-uns de ses disciples, comme Etienne Balibar et Dominique Lecourt, ont fortement alimenté et influencé ce débat.

Sur un tout autre plan, et avec de tout autres méthodes, le défrichage minutieux de l'histoire du PCF et de l'Internationale communiste par une équipe d'historiens contribue à une vision scientifique, et donc critique, de la période. Les *Cahiers d'histoire* et le fort recueil *Le PCF, étapes et problèmes, 1920-1972*⁴ entre autres contiennent des études en ce sens de R. Martelli, J.-P. Scot, D. Tartakowsky, S. Wolikow et plusieurs autres.

Il faut placer dans ce mouvement diversifié de renouvellement et de réinterprétation des recherches marxistes comme celles de Paul Boccara sur l'économie ou des expériences de pédagogie non schématisante et innovatrice comme les volumes sur la nation (R. Martelli) ou la philosophie (M.-H. Lavallard) de la collection « Comprendre » des Editions sociales, ou encore l'ensemble sur *l'Histoire du réformisme* réalisé autour de Jean Burles.

Un rôle particulier dans la démythification a été rempli de son côté par l'ouvrage collectif *L'URSS et nous* (1978). Une série de livres sur les pays socialistes sont écrits dans un esprit de rigueur sans dogmatisme par des chercheurs communistes. Dans *Une introduction à la philosophie marxiste*, Lucien Sève décortique l'héritage stalinien pour le dépasser dans sa conception de la philosophie marxiste. Le travail se poursuit.

Cette introduction, est-il besoin de le dire, doit énormément à ces ouvrages, et à plusieurs autres.

Ni tumeur sur un corps sain, ni moyen nécessaire de faire de la Russie une nation moderne, industrielle et lettrée, comme on l'a dit, les méthodes de pensée et d'action dont Staline a été le porteur essentiel et le symbole font partie de l'histoire du socialisme.

Il n'y avait là aucune fatalité. D'autres possibles se présentaient. A plus forte raison, le champ des possibles est largement ouvert à un socialisme déjà autre.

Notes :

1. Une première approche passe nécessairement par le *Staline* d'Isaac Deutscher (édition définitive, Gallimard, Paris 1973), et *Le Stalinisme*, de Roy Medvedev (Seuil, Paris 1972), à quoi on peut ajouter le *Dialogue sur le stalinisme*, de Giuseppe Boffa et Gilles Martinet (Stock, Paris 1977).

2. On se référera aux deux solides volumes de Giuseppe Boffa, *Storia dell'Unione sovietica* (Mondadori, 1976-1979) et, en français, à *l'Histoire de l'URSS*, de Jean Elleinstein (Editions sociales, Paris 1972-1975).

3. *1956, le choc du 20^e Congrès du PCUS*. Introduction de Roger Martelli, Editions sociales, collection « Essentiel », 1982.

4. Editions sociales, 1981.